



Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

2 | 2018

Les mots pour le dire. Vocabulaire politique et
propagande dans une perspective transatlantique

Espaces et processus de politisation de l'humanitaire. L'Armenian Relief Fund et le National Armenian Relief Committee (1895-1896) : un miroir transatlantique ?

Stéphanie Prévost



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/13759>

DOI : 10.4000/transatlantica.13759

ISSN : 1765-2766

Éditeur

AFEA

Référence électronique

Stéphanie Prévost, « Espaces et processus de politisation de l'humanitaire. L'Armenian Relief Fund et le National Armenian Relief Committee (1895-1896) : un miroir transatlantique ? », *Transatlantica* [En ligne], 2 | 2018, mis en ligne le 21 février 2020, consulté le 29 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/13759> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.13759>

Ce document a été généré automatiquement le 29 avril 2021.



Transatlantica – Revue d'études américaines est mis à disposition selon les termes de la licence
Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Espaces et processus de politisation de l'humanitaire. L'Armenian Relief Fund et le National Armenian Relief Committee (1895-1896) : un miroir transatlantique ?

Stéphanie Prévost

« Up to to-day \$11,976 has been received by those in charge of the Armenian relief fund. Money is being cabled to Constantinople as soon after its receipt as possible. »

- 1 En lisant cet article du 13 décembre 1895 à propos d'un appel aux dons pour les Arméniens ottomans, les habitués du *Wheeling Daily Intelligencer*, un quotidien de la Virginie-Occidentale, furent sans doute perplexes¹. Ici en première page, la cause dut leur être familière, puisque depuis un an déjà, les journaux américains, mais aussi britanniques, français et d'ailleurs en Europe contenaient les récits de massacres perpétrés à l'encontre des Arméniens ottomans et depuis quelques mois, les appels aux dons paraissaient. D'ailleurs, les lecteurs attentifs ou les sympathisants avaient pu voir mentionner une caisse de secours nommée Armenian Relief Fund dans l'édition du 24 octobre 1895 du même journal. Mais alors comment pouvaient-ils savoir de quelle organisation il était véritablement question ? L'article d'octobre 1895 portait sur une structure londonienne, fondée en mai par le duc de Westminster, lequel remerciait d'ailleurs les New-Yorkais d'avoir bien voulu envoyer leurs dons à son Armenian Relief Fund (ARF), précisant qu'ils seraient transférés à l'ambassadeur britannique à Constantinople, Sir Philip Currie. L'article du 13 décembre 1895 évoquait, lui, une caisse de secours new-yorkaise qui venait de s'établir et dont le nom officiel était alors Armenian Relief Fund Committee, mais que les journaux de part et d'autre de l'Atlantique désignaient parfois, comme ici dans le *Wheeling Daily Intelligencer*, sous le diminutif « Armenian Relief Fund ». Quelques jours plus tard, cette dernière devait

changer de nom pour devenir le National Armenian Relief Committee (NARC). Si l'abandon de la première appellation ne répondait pas à une impérieuse et tragique nécessité, faut-il pour autant, comme Juliette dans la pièce de Shakespeare, en conclure qu'un nom en vaut bien un autre, du moment que le signifié reste stable² ? S'agissait-il d'éviter les confusions ?

- 2 Comme nous le verrons dans cet article, cette hypothèse doit être disqualifiée au moins en partie, puisque le changement de nom pose d'autres problèmes, du fait que sur la scène américaine, au moins une autre caisse de secours, l'Armenian Relief Association (ARA), établie, elle, en septembre 1895, s'arrogeait également le qualificatif de « national ». S'interroger sur les relations de part et d'autre de l'Atlantique entre l'Armenian Relief Fund et le National Armenian Relief Committee, les deux structures qui forment le pivot de cet article et qui partagent, sur la longue durée, un but commun – collecter des fonds, voire des dons en nature afin de venir en aide aux survivants des massacres – permet d'éclairer un pan mal connu des relations américano-britanniques à la fin du XIX^e siècle. En effet, tandis que la littérature sur le secours apporté par les Américains est assez riche (Curti 119-126 ; Tyrrell 101-117 ; Wilson 27-44 ; Gümüş), celle sur l'élan caritatif britannique est plus limitée (Tusan, 2012a ; 2012b ; Summers 187-209). En dépit de l'ouvrage de Charlie Laderman paru en 2019, *Sharing the Burden* (22-32), une perspective croisée sur cet épisode d'entraide humanitaire reste à écrire (Prévost, 2020) d'autant qu'aux yeux des contemporains, ces deux organismes entretenaient des relations fortes. Pour en rendre compte, nous utiliserons une approche *from below* (caisses et acteurs du secours) et *from above* (les gouvernements britannique et américain entre autres). Mais il convient d'abord de revenir sur le contexte de cette tragédie.
- 3 Anahide Ter Minassian (1983) estimait la population arménienne à la fin du XIX^e siècle à environ 3 500 000, résidant pour les deux tiers en Arménie ottomane³. Le territoire arménien s'étendait alors sur trois pays : l'Empire ottoman (avec les six *vilayets* d'Erzeroum, Sivas, Kharpout, Bitlis, Diarbékir et Van), la Perse (l'actuel Iran) et la Russie (où, en 1897, vivaient 1 240 000 Arméniens). Parallèlement à son importante diaspora, la société arménienne était aussi éclatée à l'intérieur de l'Empire ottoman. Les Arméniens ottomans ne vivaient pas uniquement dans les six *vilayets* déjà mentionnés ; outre la capitale, ils habitaient également dans les provinces de Trébizonde et d'Alep. Ces dernières firent aussi partie du théâtre des massacres de 1894-1896, qui se déroulèrent en trois épisodes distincts et revêtaient pour la première fois un aspect systématique. Au départ, ce fut à la suite d'une révolte dans la communauté arménienne contre la double taxation due, d'une part, à l'État et, d'autre part, servant à rétribuer les chefs kurdes afin qu'ils assurent leur protection, que des villageois arméniens furent massacrés dans le Sassun en 1894. Les violences qui frappèrent le Zeïtoun (1895-1896) faisaient suite à une manifestation de membres du parti social-démocrate arménien et du parti d'inspiration marxiste Hentchak devant la Sublime Porte le 30 septembre 1895. Elles s'étendirent à l'ensemble de l'Arménie ottomane et affectèrent aussi Trébizonde. Enfin, en réponse à la prise d'otages du siège de la Banque ottomane à Constantinople par des membres du parti Dashnak le 30 août 1896, un pogrom anti-arménien éclata dans la capitale et s'étendit à la ville de Zeïtoun (*vilayet* d'Alep) et au *vilayet* de Bitlis⁴. Au total, on estime aujourd'hui qu'entre 200 000 et 300 000 Arméniens périrent (Ternon 2990/7451), nombre auquel il faut ajouter celui, incertain, des victimes d'enlèvements, de viols, de conversions forcées, mais aussi celui

des réfugiés (Deringil, 2009 ; 2012). Ces massacres font désormais l'objet d'un intérêt historiographique renouvelé, en particulier grâce à une approche micro-historique permettant de mieux comprendre les dynamiques locales de violence dans toute leur granularité (Verhej 125-159). Ce tournant historiographique expose le rôle des bureaucrates locaux et examine dans quelle mesure ils agissaient sur ordre explicite du sultan Abdul Hamid II (Ternon 2990/7451) ou s'ils abusaient de leur pouvoir local pour commettre l'impensable.

- 4 Cet article ne revient pas sur la question de la responsabilité des massacres, qui donne lieu à une vaste littérature (*Armenian Genocide* ; Suny ; Bozarslan *et al.* 684-1098/9824 ; Hovannisian 209-226 ; Adjemian et Nichanian ; Kieser 500-515). En revanche, il se positionne au croisement de plusieurs autres historiographies (de l'humanitaire, des réseaux religieux transnationaux, de l'action collective et de la diplomatie) et prend en compte les débats récents pour envisager l'Armenian Relief Fund et le National Armenian Relief Committee, de manière heuristique, comme des « groupes d'influence » afin de mettre l'accent sur leurs interactions et leurs stratégies de communication en direction de ceux qu'ils cherchaient à gagner à leur cause (Lemerrier 11-13). En référence aux apports de la sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux (Tilly 25 ; Tarrow 37-56), notamment dans le cadre de l'humanitaire (Attina 1-20), nous nous intéresserons également à la mutabilité de ces stratégies selon les circonstances et les espaces. Nous démontrerons qu'en dépit de leurs destins publics parallèles, l'Armenian Relief Fund et le National Armenian Relief Committee ont une histoire commune et intrinsèquement liée, sans que cela puisse néanmoins s'afficher au grand jour. Nous montrerons que cela est dû aux processus de politisation auxquels l'ARF et le NARC se retrouvèrent confrontés dans l'espace médiatique transatlantique.
- 5 Cette politisation doit d'emblée être considérée comme problématique, au sens où elle pose dilemme, y compris aux membres des comités exécutifs de ces deux structures. Si l'autrice de cet article ne tient pas pour véritable la « pureté » ontologique du champ de l'humanitaire (contrairement à Barnett 2), il convient tout de même de reconnaître que l'ethos de neutralité était alors envisagé comme une condition théorique de toute campagne de collecte de dons à visée humanitaire, afin de lui garantir une certaine légitimité. Quand la Charity Organisation Society (COS) fut créée en 1869 pour contrôler les œuvres caritatives opérant sur le sol britannique afin d'éviter la fraude (Roddy *et al.* 118-120), cet idéal de neutralité s'apparenta progressivement, à une norme de bonnes pratiques. L'instrumentalisation politique du secours restait pourtant très fréquente (Gill), d'autant que son contrôle échappait pour partie à la COS dès que l'aide était distribuée à l'étranger. Néanmoins, la récupération intéressée n'allait pas sans risques. Ainsi, la controverse qui frappa le Stafford House Committee marqua durablement l'esprit de tous ceux qui voulurent ensuite apporter de l'aide à des victimes dans l'Empire ottoman, en raison précisément de l'exceptionnelle polarisation du débat entre les Conservateurs turcophiles et les Libéraux pro-chrétiens ottomans entre 1875 et 1878. On avait alors soupçonné le Stafford House Committee, mis en place en 1877 pour venir en aide aux blessés turcs lors de la guerre russo-turque, d'être affilié aux Conservateurs. La caisse de secours survécut en publiant des audits grâce aux moyens considérables de son instigateur, le duc de Sutherland. Il conviendra de garder à l'esprit cet exemple et ces apports historiographiques pour déconstruire la politisation de l'ARF et du NARC.

- 6 Pour envisager les rapports entre les champs de l'humanitaire et du politique, on se rapprochera du travail d'Ann Marie Wilson (27-44) sur la manière dont les réponses américaines aux massacres arméniens des années 1890 ont été largement façonnées par trois groupes (missionnaires américains, immigrants arméniens et réformateurs) et ont finalement conféré une légitimité nouvelle à des interventions humanitaires américaines postérieures. Tandis que son analyse s'intéresse à une circulation exclusivement américaine des dynamiques d'influence, la nôtre s'inscrit dans un cadre transnational et se focalise sur les structures (caisses de secours) plutôt que sur des groupes sociaux. Cette double approche permet d'interroger les dynamiques mises en évidence par Wilson en resituant les relations anglo-américaines dans un espace transatlantique, d'une part, et ottoman, d'autre part. Elle permet également de dévoiler la dissymétrie spatiale des relations entre l'ARF et le NARC et révèle leur positionnement dans une « diplomatie de l'humanitaire » émergente (Régnier 1215).
- 7 Cette étude s'appuie sur une variété de sources disponibles (archives des caisses de secours quand elles existent et comptes rendus publiés, notamment dans la presse⁵ ; archives de l'ambassade britannique à Constantinople et du Foreign Office ; archives de l'American Board of Commissioners for Foreign Missions ; archives personnelles) en vue, tout d'abord, de dresser un historique croisé des deux organisations, en soulignant leurs similitudes. La deuxième partie analyse le positionnement public de l'ARF et du NARC dans leurs espaces médiatiques nationaux, ainsi que leur rapport aux structures étatiques de ces pays. On portera grande attention aux adaptations de discours (avec l'idée que les motivations des publics sensibilisés à la cause arménienne pouvaient diverger), dans le contexte de crise diplomatique entre les États-Unis et le Royaume-Uni de l'hiver 1895-1896 et dans le cadre d'une intervention humanitaire qui requerrait préalablement l'approbation officielle du sultan Abdul Hamid II. Enfin, nous entrerons dans l'envers du décor : nous verrons en dernière partie que les positionnements publics des comités exécutifs de l'ARF et le NARC, régis par des contraintes propres à un espace politique transatlantique et à des tensions diplomatiques entre les deux pays, s'estompent dans l'Empire ottoman pour laisser place à une collaboration active entre représentants britanniques et américains de ces deux structures. Nous soutiendrons enfin que la personnalité et les convictions de l'ambassadeur britannique Philip Currie furent déterminantes pour cette coopération, qui doit être replacée dans la mutation des pratiques diplomatiques au tournant du xx^e siècle.

Historique croisé et modélisation des relations entre l'ARF et le NARC

- 8 L'Empire ottoman fut le théâtre d'activités missionnaires britanniques et américaines bien avant la survenue des massacres des années 1890, dès le début du xix^e siècle, en particulier par le biais de l'American Board of Commissioners for Foreign Missions (ABCFM) et de la Turkish Missions' Aid Society. Cette implantation permit de porter plus facilement à la connaissance du public le sort des chrétiens ottomans et favorisa certainement le développement d'actions humanitaires dans l'Empire, surtout à la suite de la répression sanglante de l'insurrection en Bulgarie par des soldats irréguliers et réguliers ottomans en 1876. Il fallut néanmoins attendre la famine dans l'Empire russe du début des années 1890 pour que la Croix-Rouge américaine, créée en 1881, œuvre pour la première fois à l'étranger, préparant ainsi l'élan dont les Arméniens allaient

bénéficier quelques années plus tard (Curti 119). En revanche, sa consœur britannique, formée sous l'égide de Florence Nightingale en 1870, avait déjà œuvré au sein de l'Empire ottoman, apportant notamment une aide aux soldats russes et slaves ottomans engagés dans la guerre russo-turque de 1877-1878 pour libérer les provinces balkaniques du joug ottoman (Gill 116-117).

- 9 Par ailleurs, la guerre d'indépendance grecque (1821-1829) fut un événement précurseur dans le développement d'initiatives privées à vocation caritative en Europe (Ryfman 14 ; Rodogno 72-78). La rhétorique du London Greek Committee (fondé en 1823) alliait philhellénisme et devoir chrétien envers une population opprimée par un gouvernement despotique. Elle fut récupérée par les Libéraux britanniques qui, en 1879, soit trois ans après le déclenchement des massacres à l'encontre des Bulgares chrétiens, ressuscitaient la structure (Prévost, 2010 236). En réalité, de nombreux Libéraux furent profondément marqués par le traité de Paris de 1856, qui mit fin à la guerre de Crimée et fit des puissances du Concert européen autant d'observateurs des réformes promises par le Sultan « pour le bien-être de ses sujets », notamment chrétiens (article 9). Il s'ensuivit que ces Libéraux, parmi lesquels les ducs de Westminster et d'Argyll, Gladstone et le juriste James Bryce, furent, toute leur vie durant, engagés pour une amélioration du sort des chrétiens ottomans : on les retrouvait aussi bien à la convention nationale du 9 décembre 1876, qui donna naissance à l'Eastern Question Association, qu'à celle du 7 mai 1895, qui vit la création du Grosvenor House Committee on Armenian Affairs (GHC). Tous s'impliquaient dans la collecte de fonds destinés aux victimes des « atrocités bulgares » en 1876 et des « massacres arméniens » à partir du printemps 1895. De surcroît, forts de leur expérience de 1876, ils estimaient nécessaire d'avoir une structure coordinatrice du mouvement de secours pour l'Arménie, afin de prévenir l'éparpillement des dons qui avait caractérisé la réponse caritative britannique aux « atrocités bulgares ». Cette structure devait aussi devenir la principale interlocutrice du Foreign Office. On peut ainsi considérer que l'Armenian Relief Fund (ARF) est le versant caritatif des groupes de pression arménophiles libéraux qu'étaient respectivement le GHC, fondé en même temps que l'ARF par le duc de Westminster, et l'Anglo-Armenian Committee (AAC), créé par Bryce en 1879 sur les encouragements de Gladstone (Bryce Papers, MSS. Bryce 10, 26-27).
- 10 L'AAC et le GHC partageaient des objectifs politiques liés à ce qu'on appelait alors la Question arménienne. En particulier, ils tentaient de mobiliser l'opinion publique britannique et de veiller à ce que le gouvernement fasse pression au sein du Concert européen pour l'application de l'article 61 du traité de Berlin de 1878, qui stipulait :

La Sublime Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux Puissances qui en surveilleront l'application. (Brunswik 315)

Cette partie du traité resitue la Question arménienne dans le contexte plus large de la Question d'Orient, dont elle partage divers traits. Tout d'abord, il s'agit de l'oppression d'une minorité non-musulmane (ici, la communauté arménienne ottomane, deuxième communauté non-musulmane en taille), alors qu'un programme sultanesque de réformes (*Tanzimât*) avait été proposé dès 1839 (*Hatti-Chérif* de Gulhané) en vue d'égaliser les droits entre musulmans et non-musulmans. Le traité de Paris de 1856 stipulait explicitement que les puissances du Concert européen devaient en surveiller la

bonne application ; les autorités ottomanes elles-mêmes le reprirent dans un *Hatt-i-Humayun* proclamé en marge du traité. Pourtant, les réformes tardèrent à être mises en œuvre : tant leur forme que leurs objectifs suscitaient de réelles tensions au sein de la bureaucratie ottomane (Omaran). Ces réformes se situent également dans le contexte de la formulation du nationalisme arménien. Si la communauté arménienne (*Ermeni millet*) fut autorisée à se doter d'une constitution (*Nizâmnâme-i Millet-i Ermeniyân*) en 1863, cette organisation restait le bon vouloir du Sultan. Or Abdul Hamid II avait déjà décidé de suspendre la Constitution ottomane en 1878, seulement deux ans après son adoption. Par ailleurs, les réformes profitaient surtout à une élite bourgeoise et urbaine, notamment stambouliote, et peu aux paysans anatoliens, acculés à la multiplication et aux augmentations successives des impôts entre 1875 et 1881 (Ter Minassian, 1997 115-116 ; Bozarslan *et al.* 684-734/9824). En dépit des promesses de réforme, les paysans (qui représentaient environ 70 % de la communauté) restaient assujettis à un double système de taxation : des impôts divers (dîme, taxation foncière etc.) dus à l'État et un tribut versé aux chefs kurdes en échange de leur protection, puisque les non-musulmans n'étaient pas autorisés à porter des armes. Dès le milieu des années 1880, des poches de résistance dénonçaient à la fois l'injustice du système et la violence qui accompagnait très fréquemment la collecte.

- 11 Les membres de l'Anglo-Armenian Committee, en particulier le plus illustre d'entre eux, James Bryce, avaient bien conscience de la complexité des conditions de la communauté arménienne et des frictions fréquentes entre les différents groupes (sociaux, ethniques, religieux) de la société anatolienne, tensions aggravées par l'installation de réfugiés ottomans musulmans suite au conflit russo-turc de 1877-1878. Même si l'émoi fut de courte durée, l'acquiescement de Moussa Bey en 1889 provoqua un électrochoc au Royaume-Uni, nourri par les révélations selon lesquelles ce chef kurde avait enlevé et torturé Gulizar, une jeune Arménienne de quatorze ans, et l'avait forcée à se convertir et à l'épouser. La dénonciation publique par Gladstone dans la presse et par le biais d'une campagne médiatique reposant sur la distribution de cartes postales comportant le portrait de Gulizar, ainsi qu'un large appel à la protestation y étaient pour beaucoup (A. Kévonian ; Bryce Papers, MSS. Bryce 193, 162). Le dénouement judiciaire de cette affaire constituait un premier signal d'alerte pour les arménophiles britanniques, qui redoutaient désormais une généralisation de la violence à l'encontre des Arméniens, en toute impunité, et une radicalisation politique parmi ces derniers. La création par Abdul Hamid II de régiments *hamidiye*, une milice tribale kurde, en 1891 ne fit que déstabiliser encore un peu plus les fragiles équilibres en Anatolie (Klein 20-95), alors qu'au même moment, le Sultan suspendait la constitution de l'*Ermeni millet*.
- 12 Ainsi, à la fin de l'année 1894, en présence du gouvernement libéral du comte de Rosebery, l'AAC ne pouvait qu'être sceptique. Ses relations avec le gouvernement, tout du moins avec le Premier ministre et le comte de Kimberley, alors ministre des Affaires étrangères, semblaient incertaines, ce qui plaçait James Bryce, alors membre de ce gouvernement, dans une situation très embarrassante. L'attitude attentiste de Rosebery et de Kimberley entraîna une mutation progressive, mais irréversible, du comportement de l'AAC. D'une mission d'information et de conseil, notamment sous les gouvernements du Premier ministre libéral Gladstone (1880-1886 et 1892-1894), l'AAC adopta une posture critique de la ligne gouvernementale (« Letter to the Editor »).
- 13 Les grands rassemblements publics s'enchaînèrent dans tout le pays. Les pétitions appelant à soutenir les Arméniens ottomans et rappelant le devoir du gouvernement

britannique aux termes du traité de Berlin, affluaient alors au Foreign Office (Prévoist, 2016 51-90). Le Grosvenor House Committee naquit de l'un de ces grands rassemblements, convoqué à Chester par le duc de Westminster en mai 1895, reflet du ressentiment des membres du comité exécutif de l'AAC à l'égard de Rosebery. C'était en particulier vrai de MacColl, qui bénéficiait d'une grande latitude dans la mise en place d'un mouvement d'agitation et n'hésitait pas à mener une virulente campagne anti-Rosebery (Russell 142). Du rassemblement de Chester émergea également l'Armenian Relief Fund, qui se voulait indépendant de l'AAC et du GHC en se donnant pour seul objectif de collecter des fonds. Son lancement officiel se fit par un premier appel aux dons dans le quotidien libéral *The Daily News* le 17 juin 1895. Plusieurs membres étaient communs à l'Anglo-Armenian Committee, au Grosvenor House Committee et à l'Armenian Relief Fund, parmi lesquels Malcolm MacColl et Edward Atkin, secrétaire des trois et trésorier de l'AAC. La perméabilité des trois structures devait être évidente pour quiconque s'intéressait alors à la Question arménienne. Elle nous est aujourd'hui relayée par des indices ténus.

- 14 Qu'en est-il de la genèse du National Armenian Relief Committee ? Le *Wheeling Daily Intelligencer* avait-il eu recours à un diminutif en requalifiant l'Armenian Relief Fund Committee, nom officiel de l'ancêtre du NARC, d'« Armenian Relief Fund » ou y avait-il un lien entre cette caisse de secours et son équivalent britannique ? S'il était fréquent de trouver des variantes pour les noms d'associations caritatives, le glissement demeure d'autant plus intéressant que dans le premier appel aux dons du NARC, paru dans le *New York Times* du 15 janvier 1896, son nom fut également déformé en « Armenian Relief Fund ». Cette erreur est particulièrement intrigante quand on sait que le comité de secours américain fut mis en place sur une idée du révérend congrégationaliste américain Frederick D. Greene, qui était associé au cercle philarmène britannique et qui, par le passé, avait fréquemment participé aux activités de l'AAC (Bryce Papers, MSS. Bryce 196, 10-12). Considérant, à son retour de l'Empire ottoman, qu'il ne serait d'aucune utilité à la cause arménienne aux États-Unis, c'est au Royaume-Uni qu'il décida, dans un premier temps, de mettre à profit son expérience de terrain en tant qu'ancien président de la mission américaine à Van, en Arménie ottomane orientale. Outre son implication dans de nombreuses délégations conduites par l'Anglo-Armenian Committee auprès du gouvernement libéral du comte de Rosebery avant son éviction du pouvoir en juin 1895, Greene fut recruté par le rédacteur en chef du quotidien libéral *The Manchester Guardian* pour lequel il rédigeait des articles, le plus souvent non signés, sur la situation en Arménie ottomane (C.P. Scott Papers, 120/74 et 120/76). En parallèle, il publiait un ouvrage à New York au printemps 1895. *The Armenian Crisis in Turkey* s'ouvre sur un « appel lancé au monde civilisé, au nom de son humanité, ainsi qu'aux groupes ethniques vivant dans l'Empire ottoman » et se termine par un chapitre consacré à l'influence des missionnaires américains dans cet empire. Il prenait soin de préciser que les missionnaires de l'ABCFM s'étaient toujours montrés loyaux envers le Sultan (Greene, 1895 148). Cette précision est essentielle pour comprendre la nature du National Armenian Relief Committee, qu'il contribua à former en décembre 1895⁶. Le NARC devint alors, en réalité, le prolongement caritatif de cette mission congrégationaliste et s'installa à New York dans les locaux de l'American Bible Society avec laquelle l'ABCFM collaborait déjà sur le marché de l'édition religieuse dans l'Empire ottoman (Ümit 31). Le budget des stations missionnaires dépendant de l'ABCFM n'était pas suffisant pour entreprendre une distribution d'aide de grande envergure, mais surtout le Prudential Committee, qui

constituait l'exécutif de l'ABCFM aux États-Unis, s'opposait à ce qu'il soit utilisé pour faire face à des crises humanitaires, quelles qu'en soit l'origine ou l'ampleur (Amerikan Bord Heyeti Archives, ABA001801463). Si les missionnaires allouaient, marginalement mais régulièrement, une partie du budget médical ou caritatif des stations, ils n'avaient pas les moyens matériels de faire face aux besoins exceptionnels qui se présentèrent à eux à partir de 1894. Le partenariat entre l'ABCFM, notamment les missionnaires en Anatolie et à Constantinople, et le NARC permettait alors de contourner la prescription du Prudential Committee.

- 15 Qu'en est-il donc du rapport entre l'ARF et le NARC ? À première vue, les deux structures semblent s'être développées en parallèle, Greene ayant mis à profit son expérience britannique au niveau du NARC. Était-ce tout ? Une étude de la presse américaine pourrait nous laisser penser que le lien entre les deux est superficiel, d'autant que l'erreur de dénomination du NARC dans les journaux américains se retrouve dans la presse britannique pour l'ARF, qu'on appelait parfois « Armenian Relief Committee » (« Mr Gladstone on the Armenian Question »). Les désignations rencontrées jusqu'ici sont en effet assez interchangeables et sembleraient faire ressortir des similitudes fortuites plus qu'une véritable filiation entre l'ARF et le NARC.
- 16 Mais c'est tout d'abord la stratégie médiatique commune qui frappe. Les deux structures utilisèrent leurs partenariats avec les journaux pour diffuser leurs appels aux dons, voire permirent à ces derniers de les collecter pour l'association : c'est en particulier le cas de l'ARF avec le *Daily News* (« Armenian Relief Fund », 1895a). Le *Daily News* fut d'autant plus enclin à jouer ce rôle que depuis 1876, cet organe informel du Parti libéral avait soutenu la cause des chrétiens ottomans. Son rédacteur en chef, Philip Clayden, était un proche de l'Anglo-Armenian Committee (« Anglo-Armenian Association »). Du fait de son partenariat avec l'American Board of Commissioners for Foreign Missions, le NARC ciblait au-delà des grands journaux régionaux (le *New York Times*, le *Washington Times*, le *Milwaukee Sentinel*, le *San Francisco Call*, le *Los Angeles Herald*, etc.) en faisant paraître des articles dans des périodiques religieux. Outre le *Congregationalist* de Boston et le presbytérien *New York Evangelist*, le NARC comptait particulièrement sur le *Missionary Herald*, organe de l'ABCFM, et le congrégationaliste *Outlook*, puisque de longue date, ils rapportaient les nouvelles des missionnaires américains en poste dans l'Empire ottoman, notamment leurs efforts d'évangélisation auprès des Arméniens grégoriens (Wilson 33-35). Autre stratégie commune : les mêmes appels aux dons étaient parfois repris à l'identique partout au Royaume-Uni et aux États-Unis pour plus d'efficacité.
- 17 Hormis la presse, la publicité des actions de secours des deux organisations était assurée par le biais de grands rassemblements publics, parfois appelés par des églises locales, qui organisaient des quêtes dont la collecte était ensuite reversée aux caisses de secours. En effet, le NARC se posait, comme l'avait déjà fait l'ARF quelques mois plus tôt, en tant que structure centralisatrice des dons – ce que traduit en partie l'adjectif « national ». Pour cela, le NARC établissait un maillage avec des correspondants locaux dans tout le pays, maillage qui devait néanmoins demeurer plus dense sur la côte est, dans le Michigan et l'Illinois (« To Relieve the Armenians »), là où l'idée de la caisse de secours avait pris racine. Ce positionnement de l'ARF et du NARC fut un succès, puisqu'au moment d'annoncer sa clôture en octobre 1898, l'ARF déclarait avoir récolté 100 000 livres sterling (« Grosvenor-House Committee ») et qu'en juillet 1896, le NARC faisait déjà état de 837 353 dollars perçus (« America's Response to Armenia's Bitter

Cry »). Ces sommes sont d'autant moins négligeables qu'une crise économique sévissait depuis près de deux décennies et qu'à compter de janvier 1897, les Britanniques furent massivement sollicités pour une autre cause humanitaire : la famine en Inde.

- 18 Néanmoins, cette domination ne permit pas à l'ARF ou au NARC d'éradiquer une myriade d'autres structures philanthropiques qui souhaitaient conserver une identité propre. Ainsi, au Royaume-Uni, si le Scottish Armenian Relief Fund, présidé par le duc d'Argyll, membre de la première heure de l'Eastern Question Association aux côtés du duc de Westminster et président de l'ARF, reversait ses fonds à l'ARF, il n'en était pas de même pour d'autres caisses de secours. Certaines suffragistes britanniques, qui se regroupèrent en 1886 pour former au sein du Parti libéral la Women's Liberal Federation (WLF), formèrent en 1895 un Woman's Armenian Relief Fund. Cette structure avait des antennes locales presque partout où la WLF était implantée. Il s'agissait non seulement pour ces militantes de s'investir dans la sphère caritative, traditionnellement ouverte aux femmes des classes moyennes et aisées de l'époque victorienne, mais surtout de montrer que la politique, en particulier étrangère, n'était pas un domaine réservé aux hommes. Plus qu'à l'ARF, dont elles partageaient pourtant l'orientation politique libérale, leurs dons étaient fréquemment envoyés à la Women's Armenian Relief Fund, une structure dirigée par une missionnaire américaine et qui finançait, à Van, une filature redonnant activité et dignité aux survivantes des massacres (Prévost, 2014). De même, l'Irish Armenian Relief Fund, formé en octobre 1895, n'était pas juste une organisation caritative, mais trahissait un positionnement politique en rapport avec les affaires irlandais-britanniques en ce qu'elle permettait aux Irlandais catholiques et protestants d'unir leurs efforts en faveur des Arméniens. Les sommes collectées par ces autres caisses étaient loin d'être négligeables. Le Women's Armenian Relief Fund (aussi parfois appelé Van Industrial (Bureau) Fund) récolta 15 000 livres sterling en deux ans (« Women's Armenian Relief Fund »). Quant au Friends' Armenian Relief Committee (FARC), entre sa création en 1896 et sa clôture en 1899, il récolta environ 18 000 livres sterling (« Friends Armenian Relief Committee »). Aussi, l'ARF demeurait certes la principale caisse de secours, mais il devait composer avec d'autres organisations, tel le FARC, qui souhaitaient également être des interlocutrices privilégiées du Foreign Office en vue du transfert et de la distribution des fonds dans l'Empire ottoman.
- 19 Outre-Atlantique, le NARC fit face à une situation identique. Ainsi, plusieurs périodiques américains, notamment *The Outlook*, hebdomadaire new-yorkais d'information générale, et *Lend a Hand*, organe unitarien publié à Boston, lancèrent des appels aux dons indépendamment. Louis Klopsch, rédacteur en chef de l'édition américaine du périodique évangélique britannique *The Christian Herald*, créa le Christian Herald Fund à peu près au moment où l'embryon du NARC, le New York Armenian Relief Fund, fut formé au mois d'août 1895. Sur environ deux ans, 19 000 dollars furent récoltés (Pepper 50 sq.). Klopsch décida de soutenir les actions du Women's Armenian Relief Fund à Van et espérait faire distribuer ses fonds par William W. Howard, qui était par ailleurs associé à l'Armenian Relief Association et était pleinement engagé dans l'émigration de réfugiés vers la Perse. Au lieu de passer par le NARC, tous ces rédacteurs en chef envoyèrent leurs dons directement sur place à des missionnaires de l'ABC FM, ce qui témoigne de la porosité de la coordination mise en place au niveau national par cette caisse de secours. Et ce, d'autant que certaines structures collectrices de dons – tels les United Friends of Armenia, organisme créé en novembre 1894, et l'Armenian Relief Association – s'affranchirent du NARC pour afficher des

revendications politiques plus radicales comme l'application de l'article 61 du traité de Berlin, voire l'indépendance de l'Arménie ottomane.

- 20 Dans ce paysage potentiellement concurrentiel, le soutien affiché de personnalités éminentes et influentes nationalement pouvait constituer une sorte de garantie morale pour les donateurs. L'ARF pouvait en effet s'enorgueillir du soutien des ducs de Westminster et d'Argyll, figures tutélaires des Whigs-Libéraux qui n'avaient pas hésité à mettre de côté leur différend avec Gladstone à propos du *Home Rule* irlandais et à s'engager ensemble dans leur combat pour les chrétiens ottomans, comme ils l'avaient déjà fait en 1876. En complément d'autres personnalités politiques – majoritairement issues du Parti libéral –, le comité exécutif de l'ARF incluait surtout un large spectre d'hommes d'Église : des anglicans, reflétant ainsi la volonté de l'archevêque de Canterbury d'associer pleinement l'Église établie au mouvement caritatif pour les Arméniens ottomans, ce qui n'avait pas véritablement été le cas au moment des « atrocités bulgares » ; mais aussi de très nombreux non-conformistes, déjà très mobilisés en 1876. Il est indéniable que l'agrégation de tant de personnalités issues des cercles politiques, religieux et journalistiques – dont le fils de Gladstone et recteur anglican de la paroisse de Hawarden, Stephen E. Gladstone (« Armenian Relief Fund », 1895a) – contribua au succès relatif de l'Armenian Relief Fund. À l'inverse, le NARC ne put s'appuyer sur la résurgence d'un quelconque mouvement de secours pour les Bulgares. Le comité exécutif du NARC n'en réunissait pas moins des personnalités prestigieuses, que Greene était parvenu à fédérer autour de la cause arménienne. On trouve en particulier le juge de la Cour suprême David J. Brewer, l'industriel Spencer Trask, le président du New York Central Railroad System Chauncy Depew, le pasteur congrégationaliste Leonard Woolsey Bacon et surtout les frères William et James Brown, propriétaires de la plus ancienne banque privée américaine, Brown Brothers, qui avaient accepté de devenir trésoriers de l'association. Au niveau local, les caisses de secours affiliées au NARC se constituaient également autour de personnalités connues et déjà impliquées dans d'autres causes humanitaires, afin d'encourager les dons. C'est le cas du Citizens' Permanent Relief Committee of Philadelphia créé en 1885 pour apporter de l'aide aux nécessiteux et aux victimes de catastrophes naturelles : il comptait des hommes d'affaires – dont Robert C. Odgen, qui évoluait dans le secteur du vêtement, et John H. Converse, associé de la Baldwin Locomotive Works –, des banquiers et des hommes exerçant des professions libérales (Citizens' Permanent Relief Committee Records, 1421/2/13).
- 21 De plus, plusieurs membres actifs de l'ARF et du NARC étaient en relation avec des membres du gouvernement ou des instances ministérielles de leurs pays respectifs, ce qui était crucial pour asseoir le sérieux de ces deux associations. Rappelons en effet que le secrétaire de l'ARF, Edward Atkin, travaillait avec le Foreign Office où Thomas Sanderson, sous-secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères, recevait les décomptes réguliers de cette caisse de secours. Sanderson jouait souvent le rôle d'intermédiaire entre l'ARF et Salisbury, alors Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, ou encore entre l'ARF et les coordonnateurs de l'aide humanitaire. Quant à l'ABCFM, les tensions grandissantes dans l'Empire ottoman des années 1890, y compris celles pesant sur les missionnaires protestants, avaient conduit à une plus grande bienveillance étatique à leur égard (Handy 92), au titre de la protection de l'ensemble des intérêts américains et des droits extraterritoriaux. Bien sûr, le principal objectif du rapprochement de ces structures avec les instances politiques de leur pays était non seulement de s'assurer de l'approbation de leur gouvernement, mais aussi de bénéficier

d'un soutien officiel autorisant l'envoi de dons, ainsi que d'agents de l'humanitaire dans l'Empire ottoman.

L'ARF et le NARC dans le jeu diplomatique international : relations avec les gouvernements britannique et américain, le Sultan et les réseaux diasporiques arméniens

- 22 À la fin des années 1890, alors que les crises se multipliaient, le Foreign Office britannique s'inquiétait de plus en plus des modifications des paramètres de la « vieille diplomatie ». En outre, les groupes de pression se sentaient légitimés à se saisir de questions internationales pour les politiser à des fins partisans (Shannon xvii). Une évolution similaire des pratiques diplomatiques où une plus grande importance est donnée à la *vox populi* semble aussi observable aux États-Unis à l'époque (Holsti 4-5). Dans ce contexte, l'ARF et le NARC s'invitaient dans le jeu diplomatique international, alors qu'elles n'en étaient pas des acteurs officiels, ce qui les força à modérer leur message afin de ne pas s'aliéner leurs gouvernements respectifs.
- 23 Si l'ARF s'en tenait strictement à un discours sur le secours et tentait de préserver autant que possible une certaine neutralité dans ses publications ou communiqués, on note à partir de mars 1896, et surtout à partir de la troisième vague de massacres, des initiatives individuelles où les appels aux dons de l'ARF étaient récupérés à des fins politiques. En dépit de réunions publiques de plus en plus nombreuses dans tout le pays, où d'anciens soutiens de l'ARF s'interrogeaient sur l'absence de résultats de la politique salisburienne, il n'y eut pas de rupture en septembre 1896 entre l'ARF et le Foreign Office. Toutefois, Salisbury n'entendait pas subir de pression politique de l'AAC ou du GHC. Par ailleurs, le risque d'un éloignement entre l'ARF et le Foreign Office était bien réel depuis qu'en mars 1896, le gouvernement avait publiquement refusé de transformer l'ARF en une agence officielle du secours britannique dans l'Empire ottoman (« Mr Gladstone and the Relief of Armenians »). Cet épisode illustre le jeu complexe des relations entre l'ARF et le gouvernement britannique, en particulier avec le Foreign Office de Salisbury, qui était aussi ministre des Affaires étrangères.
- 24 En d'autres termes, le jeu des influences était soumis à un équilibre très subtil et, en réalité, l'existence même d'un secours britannique et américain dépendait d'une reconnaissance étatique plus ou moins officielle de l'ARF et du NARC, qui devaient démontrer leur bon vouloir à leurs gouvernements respectifs et donc s'abstenir de toute politisation. D'ailleurs, la publication par Greene en 1895 de *The Armenian Crisis in Turkey*, préfacé par Josiah Strong, alors secrétaire de la branche américaine de l'Alliance évangélique, avait déjà causé assez d'inquiétude en haut lieu, par la virulence de son propos (Wilson 33), pour que le NARC fût, par la suite, très vigilant. Ses appels aux dons mirent ainsi l'accent sur le dénuement des Arméniens ottomans et sur les maladies qui ravageaient les provinces du Marash et du Zeïtoun, plutôt que sur les massacres en eux-mêmes.
- 25 La neutralité était aussi rendue nécessaire par le contexte diplomatique tendu. En novembre 1894, sur pression de groupes arménophiles (dont l'AAC), les trois puissances européennes traditionnellement associées à la protection des chrétiens ottomans – le Royaume-Uni, la France et la Russie – acceptèrent de diligenter une enquête sur les

massacres. En aucun cas, l'ARF et le NARC ne voulaient entraver sa poursuite, mais le rapport ne parut qu'en août 1895. En effet, même si l'incrédulité des chancelleries européennes était moins forte qu'en 1876, elle persista jusqu'à la fin 1895. Par ailleurs, les soupçons pesant sur les tentatives de MacColl de juguler l'opinion publique britannique et la domination médiatique progressive de l'Armenian Relief Association aux États-Unis fragilisaient l'ARF et le NARC. Aux yeux de caisses de secours indépendantes et d'une partie de l'opinion publique britannique, l'ARF et le NARC étaient alors rendues complices d'une diplomatie européenne impuissante, à laquelle le Royaume-Uni était associé.

- 26 Côté américain, cette même critique prenait acte de ce qu'au contraire du Royaume-Uni, les États-Unis n'étaient pas membres du Concert européen, chargé de surveiller l'application des réformes. De plus, la doctrine Monroe (1823) incitait les Américains à ne pas s'immiscer dans les affaires européennes, dont relevait la Question d'Orient. Ainsi, dès l'automne 1894, l'apparent attentisme du gouvernement britannique fut vivement critiqué au Congrès américain, mais aussi par les United Friends of Armenia : l'immoralité et l'hypocrisie d'un Royaume-Uni reniant ses engagements envers les chrétiens ottomans furent dénoncées comme des symboles de décadence de la puissance anglo-saxonne (Steele 2). Du printemps 1895 au début de l'année suivante, les positions anglophobes se rigidifièrent quand la crise vénézuélienne précipita le Royaume-Uni et les États-Unis au bord du conflit (Scruggs). Pourtant, la pression de l'opinion publique américaine résonnait de plus en plus au sein du Congrès, où quelques pétitions avaient été adressées à la commission du Sénat sur les Affaires étrangères dès janvier 1895 (*Congressional Record* 27, 53^e Congrès, 1^{re} session, 887) pour que les États-Unis s'engagent aux côtés des puissances européennes afin de faire la lumière sur les massacres. Suite au refus du Royaume-Uni d'accepter l'arbitrage américain dans la crise britannico-vénézuélienne, le président Cleveland prononça le 17 décembre 1895 devant le Congrès un discours belliqueux, qui éradiquait, par ailleurs, toute coopération sur le dossier arménien en réaffirmant la doctrine Monroe.
- 27 Toutefois, deux résolutions demandant une intervention américaine furent introduites au Congrès en janvier 1896, alors que le très américanophile secrétaire aux Colonies, Joseph Chamberlain, tentait, depuis plusieurs semaines déjà, d'établir une collaboration interétatique sur la Question arménienne avec son homologue américain, Richard Olney, et que Westminster avait diffusé aux grands journaux américains une déclaration en ce sens (« Needs of Armenians »). La résolution du sénateur démocrate de Floride, Wilkinson Call, ayant été jugée trop radicale dans sa formulation (proche de celles de l'ARA et des United Friends of Armenia), ce fut celle du sénateur républicain de l'Illinois et membre de la commission du Sénat sur les Affaires étrangères, Shelby Cullom, qui fut finalement adoptée après d'intenses débats dans les deux chambres sur l'avenir de la doctrine Monroe. Introduite en séance plénière le 24 janvier 1896, cette résolution insistait auprès de Cleveland qu'il était « de l'impérieux devoir [des États-Unis], au nom de l'humanité, d'exprimer leur souhait le plus sincère quant à l'application rapide des réformes » que les puissances européennes avaient consignées dans le traité de Berlin (articles 61 et 62). Elle « soutenait le président dans quelque action des plus vigoureuses qu'il pût entreprendre en vue de la protection et de la sécurité des citoyens américains dans l'Empire ottoman » (*Congressional Record* 28, 54^e Congrès, 1^{re} session, 959).

- 28 Cleveland s'en tint à une application stricte de la doctrine Monroe. Avec l'échec de la proposition de collaboration interétatique sur la Question arménienne suggérée par Chamberlain à Olney (Chamberlain Papers, 1^{er} février 1896, JC5/67/45), en partie en raison de la question vénézuélienne, le rapprochement entre l'ARF et le NARC fut pragmatique et resta discret aux yeux de l'opinion publique américaine. Il devait rester conjoncturel et ponctuel, car lui aussi était perçu, au moins dans une partie de l'opinion publique américaine, comme une politisation discutable menant à l'affaiblissement de la parole américaine sur la Question arménienne et remettant fondamentalement en cause l'indépendance des États-Unis face à l'ancienne tutelle britannique (« Forwarded \$10,000 for Relief »). De plus, en janvier 1895, l'Alliance évangélique accusait l'Anglo-Armenian Committee de servir de repaire aux révolutionnaires et de mettre en péril le sort des Arméniens ottomans (Bryce Papers, MSS Bryce 196, 23-24). La porosité des structures britanniques AAC / Grosvenor House Committee et ARF pouvait faire redouter au NARC que les dons collectés par l'AAC et l'ARF ne soient en partie récupérés à des fins révolutionnaires. L'ABCFM ayant, depuis 1893, réitéré son positionnement contre toute forme de révolution (Wilson 32), le NARC ne pouvait prendre le risque de collaborer ouvertement avec l'ARF.
- 29 Dès sa création en décembre 1895, le NARC dut chercher, en accord avec l'ABCFM, un canal américain de distribution des dons. De plus, la maladresse de l'ARF, qui avait confondu le NARC et l'ARA au moment de le remercier pour les dons dans les colonnes du *Daily News*, ne pouvait qu'encourager le NARC à adopter une telle posture, au moins publiquement (« Armenian Relief Fund », 1895b ; 1895c ; « Armenian Outbreaks »). Cette erreur confirmait le manque de lisibilité du paysage philanthropique américain envers les Arméniens ottomans vu du Royaume-Uni. Le NARC, qui avait du mal à s'imposer sur la scène médiatique par-delà la côte est, avait tout intérêt à trouver un canal de distribution au-dessus de tout soupçon de politisation et indépendant du circuit britannique contrôlé par l'ARF : ARF, Foreign Office, ambassade britannique à Constantinople, consulats britanniques en Arménie ottomane. En effet, en l'absence de conflit avéré, qui demeurerait la condition habituelle du secours international en vue de la protection des droits de l'humain (notamment par le biais de la Croix Rouge), et d'une intervention humanitaire sanctionnée par le Concert européen, toute opération de secours étranger en direction des Arméniens ottomans nécessitait l'autorisation préalable du Sultan et devait respecter une stricte neutralité. Les difficultés rencontrées par l'ambassadeur britannique Philip Currie quand il réactiva l'International Committee at Constantinople, une structure de secours international pour les Arméniens, rappellent également que si l'aide humanitaire provenant d'un membre du Concert européen pouvait être rattachée à un mandat moral émanant des traités de 1856 et de 1878, celle provenant des États-Unis était en dehors de ce cadre. Le choix d'un acteur non-européen pour distribuer les dons collectés par le NARC était donc risqué. Par ailleurs, le NARC devait sélectionner un partenaire neutre, pour qu'il puisse être admis en territoire ottoman. Lors d'une visite à Washington pour demander conseil à Olney sur ce point et solliciter en vain une reconnaissance officielle du NARC comme agence gouvernementale de secours, celui-ci recommanda la Croix-Rouge américaine (« Islam or the Sword »). Quelques jours plus tard, après des négociations avec sa responsable, Clara Barton, le NARC annonça qu'un accord avait été trouvé et que les dons récoltés seraient distribués par l'American Red Cross (ARC). L'accord stipulait que les fonds seraient réunis et mis à disposition pour l'expédition avant le départ de Barton et qu'elle aurait libre cours pour la distribution des dons (American

Red Cross 3-5). Par-delà l'engagement de neutralité de la Croix-Rouge américaine, la décision du comité exécutif du NARC doit être comprise comme une volonté d'affirmer que les États-Unis s'intéressaient aussi, et de manière indépendante, au sort des Arméniens ottomans. Ainsi, le plaidoyer du duc de Westminster en faveur d'une entente anglo-américaine immédiate à ce sujet (« Needs of the Armenians ») renforça le sentiment américain que les États-Unis incarnaient l'anglo-saxonisme providentialiste et que c'était eux – et non la vieille Europe ou le Royaume-Uni – qui pouvaient résoudre cette crise.

- 30 Ainsi, par le truchement du NARC, qui avait obtenu le soutien informel d'Olney (Curti 125), les États-Unis pouvaient en quelque sorte remplir « un devoir sacré » envers ceux qu'on présentait dans ce pays comme « les pupilles de la chrétienté » (Greene, 1897 ; Miglio). En vue d'insister sur la proximité entre Américains et Arméniens, on rappelait que l'Arménie fut le premier État à se convertir au christianisme au IV^e siècle. Par ailleurs, comme l'avait fait James Bryce dans le récit de son voyage en Arménie ottomane en 1876 (Bryce 298), les publications missionnaires américaines, et à leur suite le NARC et les journaux qui reprenaient ces vues (« Martyr Nation »), associaient le mont Ararat aux débuts de l'humanité tels que narrés dans la Bible (Genèse 8:4), c'est-à-dire l'endroit où l'arche de Noé se serait échouée (Parmelee préface np ; Strong 106). Dans une perspective millénariste et géoreligieuse à laquelle l'ABCFM souscrivait, l'association entre l'Arménie et les origines de l'humanité était essentielle. Ce secours intéressé visait particulièrement les Arméniens grégoriens (Maksudyan 52-54). Leur administration et leur protection dépendaient du seul *Ermeni millet*, placé sous l'autorité du Patriarche de Constantinople, tandis que les Arméniens catholiques et protestants étaient rattachés aux millets catholique et protestant et pouvaient ainsi espérer la protection des puissances internationales associées à ces rites (essentiellement la France et le Royaume-Uni, et, dans une moindre mesure, les États-Unis et l'Allemagne). La marge de manœuvre du Patriarche étant limitée par son devoir de loyauté envers le Sultan, les missions protestantes pouvaient alors faire de la protection de ces « laissés-pour-compte » un combat moral, non sans qu'il y eût alors une rivalité potentielle entre Britanniques et Américains dans l'espace médiatique américain au niveau étatique – mais pas *in loco*⁷. Pour mobiliser ces Américains que la souffrance des Arméniens avait laissés impassibles, un autre argument fut brandi : le devoir de protéger les Américains vivant dans l'Empire ottoman. C'est ce stratagème que déploya l'avocat new-yorkais et membre du comité exécutif du NARC, Everett P. Wheeler, en 1896. Si son *The Rights of American Citizens in Turkey* défendait essentiellement les missionnaires américains – sujet brûlant pour le légat américain Alexander W. Terrell avant son rappel aux États-Unis en mars 1896 –, en creux, le texte appelait également à la protection de tous les ressortissants américains de l'Empire, notamment des Arméniens naturalisés.
- 31 Insister sur un devoir moral américain envers les Arméniens ottomans et les missionnaires sur place participait de la stratégie de collecte des dons, mais cela avait une contrepartie non négligeable : renforcer l'idée ottomane selon laquelle les États-Unis voulaient s'immiscer dans les affaires internes de l'Empire. Ainsi, en janvier 1896, contrairement aux attentes du NARC, le Sultan refusa l'entrée sur son territoire de Clara Barton, fondatrice de la Croix-Rouge américaine, car il voyait là une énième arme de la « diplomatie protestante » des missions et donc un danger pour son régime (Grabill 44). Pour contourner cette nouvelle difficulté, le NARC utilisa les canaux de distribution de l'ARF dans l'Empire ottoman, mais sans passer par l'ARF. Une fois

l'interdiction du Sultan levée au printemps 1896, grâce notamment à l'intervention du légat américain, le NARC s'en remettait à la Croix-Rouge américaine et aux missionnaires américains. Ainsi, une fois que Barton fut autorisée à distribuer les dons transmis par l'ABCFM, le NARC cessa, pour l'heure, tout échange avec l'ARF, de peur que l'anglophobie ambiante aux États-Unis ne se retourne contre son entreprise.

- 32 En revanche, Herant Kiretchjian, fondateur et secrétaire d'origine arménienne de l'Armenian Relief Association, opta pour une stratégie différente. En janvier 1896, alors que le NARC, l'ABCFM et Clara Barton attendaient l'autorisation sultanesque, ce groupe de pression arménophile (qui opérait également comme caisse de secours) était en quête de reconnaissance internationale pour accroître sa légitimité. L'ARA avait déjà conquis l'espace journalistique américain grâce à un réseau plus étendu que celui du NARC, et surtout grâce à la caution de personnalités d'envergure nationale, parmi lesquelles l'ancien vice-président des États-Unis et gouverneur de l'État de New York, Levi P. Morton, et le président de Columbia University, Seth Low (Howard 60). L'ARA bénéficiait aussi d'une caution politique du Parti républicain, alors dans l'opposition, ce qui se vérifia lors de la Convention républicaine de juin 1896 (Armenian Relief Association 1). Dans les mois suivants, la polarisation médiatique de la campagne électorale présidentielle, où certains journaux démocrates comme le *New York Times* soutinrent une candidature républicaine, accrût sa formidable couverture médiatique. Mais en janvier 1896, l'ARA cherchait avant tout à être adoubée comme l'équivalent américain de l'ARF. Tout soutien officiel était bon à prendre, pour cette association qui, en vain, avait cherché la reconnaissance du président des États-Unis, un démocrate, et de la reine Victoria depuis début 1895, quand elle n'était encore que la Phil-Armenian Association of Minneapolis. Le pari semblait enfin réussi quand le duc de Westminster fit paraître dans le *New York Times* du 8 février 1896 une lettre de remerciement à l'ARA pour les dons transmis – lettre dans laquelle il en appelait aux gouvernements britannique et américain afin que les caisses de secours coordinatrices de part et d'autre de l'Atlantique soient reconnues comme des agences officielles (« Needs of the Armenians »). Kiretchjian saisit cette opportunité pour essayer de tisser des liens avec le Grosvenor House Committee. Il arguait alors que l'ARA souscrivait à l'idéal de la défense des peuples (chrétiens) opprimés, qui animait l'action militante du GHC et l'œuvre caritative du NARC et de l'ARF, tout en faisant de l'ARA la seule et véritable caisse de secours d'envergure nationale aux États-Unis. Bien que Kiretchjian, qui avait étudié au Robert College avant d'immigrer à Minneapolis (Tyrrell 105), se présentât comme un sujet loyal du Sultan, son nom demeurait associé, depuis 1890, à la radicalisation du Hentchak arménien, fondé à Genève en 1887. Cette affiliation supposée, tout comme l'objectif politique affiché de l'ARA, dérangeait l'ARF et le NARC, même s'il faut se souvenir qu'au début de l'année 1896, la confusion régnait toujours du côté de l'ARF quant au périmètre du NARC et de l'ARA. Frederick Greene s'empressa de dénoncer les tentatives de Kiretchjian pour confisquer des dons à des fins autres que caritatives et il fut en cela largement soutenu par la presse qui n'était pas acquise à l'ARA, le *Watchman* allant jusqu'à déclarer le but de l'ARA « complètement chimérique et irréel » (« Notes »). Il faut dire que contrairement à l'ARF et au NARC, l'Armenian Relief Association se voulait essentiellement proactive, ce que le *New York Evangelist* croyait être la caractéristique d'un « nouvel humanitarisme » (« All Round the Horizon », 1896a). En réalisant cela, les espoirs de Westminster en vue d'un leadership anglo-américain initié par une coalition transatlantique entre caisses de secours s'évanouissaient définitivement.

- 33 Pour pallier les critiques, l'ARA finit par se doter d'une caisse de secours (en apparence autonome), dont l'argent récolté était ensuite envoyé à William Peet, responsable de l'ABCFM en territoire ottoman (« All Round the Horizon », 1896b) et vice-président du comité de secours anglo-américain à Constantinople, une sous-branche de l'International Committee présidé par Currie. Cela préfigurait la collaboration entre le NARC et l'ARA : par la mobilisation commune en octobre 1896 pour que les autorités américaines officiant au nouveau centre d'immigration ouvert à Ellis Island en 1892 ne refoulent pas les 157 réfugiés arméniens venant chercher asile aux États-Unis (« Armenian Refugees ») ; et par la participation de Kiretchjian et de Greene côte-à-côte lors du Congrès annuel de la Woman's Christian Temperance Union et du grand rassemblement pour les Arméniens ottomans du 15 novembre 1896 (« National WCTU Convention »). Ce n'est pourtant qu'au moment où l'envoi de dons s'essouffla à l'été 1897 qu'un rapprochement plus formel fut envisagé par les comités exécutifs du NARC et de l'ARA (« In Retiring »). Cela ne suffit pas à faire changer l'opinion de l'ARF. Gêné de ce que Kiretchjian avait usurpé le soutien du duc de Westminster, Atkin demanda même des renseignements au Foreign Office qui lui confirma que le secrétaire de l'ARA évoluait dans le milieu révolutionnaire arménien. Longtemps tenu à distance des réseaux américains du NARC et proscrit des cercles de l'ABCFM (aux États-Unis et dans l'Empire ottoman) jusqu'en cette fin d'année 1896, Kiretchjian restait sous surveillance permanente du Foreign Office britannique (FO 78/4794, 6 décembre 1896, 186). Renseignement fut même pris auprès de l'envoyé britannique à Washington ! Début 1897, ce dernier relaya au Foreign Office l'avis du secrétaire d'État américain présentant Kiretchjian comme « un homme respectable » (*a man of good standing*) (FO 78/4982, 31). Cela ne fut pas sans surprendre Atkin.
- 34 On pourrait s'étonner de la distance instaurée par le NARC et l'ARF avec des membres de la diaspora arménienne de part et d'autre de l'Atlantique. Il s'agit là autant d'une position pragmatique visant à pouvoir effectivement distribuer les dons récoltés sans éveiller de soupçon de collusion avec une cause politique du point de vue ottoman, que d'un rejet d'une solution révolutionnaire présentée comme trop radicale par l'ARF (au moins en la personne de Westminster) et le NARC. Par ailleurs, l'intégration de témoignages et la monstration de victimes arméniennes, lors de grands rassemblements visant à lever des fonds, étaient contre-productives, tant la perspective d'être associés à des révolutionnaires pouvait effrayer les donateurs. Aux yeux des responsables du National Armenian Relief Committee et de l'Armenian Relief Fund, il allait sans dire que l'internationalisme libéral naissant devait se tenir à l'écart de toute forme de radicalisme extrême : c'est ce repoussoir qu'incarnait l'Armenian Relief Association de Kiretchjian. Les membres modérés de l'ARF et du NARC pouvaient également redouter que les révolutionnaires arméniens, qui essayaient de trouver un soutien au Royaume-Uni et aux États-Unis auprès de philanthropes arménophiles, ne donnent un écho plus important aux idées marxistes dans leur pays. Qu'en était-il en réalité ?
- 35 La communauté arménienne, tant au Royaume-Uni qu'aux États-Unis, demeura très petite jusque dans les années 1880. Dans *Torn Between Two Lands* (123-129), Robert Mirak indique que leur nombre aux États-Unis ne dépassait pas 1 500 à la fin des années 1880, avec une forte concentration sur la côte est, surtout à Boston, ainsi que dans le Midwest et en Californie. Par ailleurs, un article publié en 1886 à Marseille estimait le nombre d'Arméniens vivant au Royaume-Uni à 126, avec un important foyer à Manchester

(datant des années 1830) et un autre, plus récent et plus petit, à Londres. Dans les deux pays, une même tendance s'observait en effet : la nouvelle génération arrivée dans les années 1880 tendait à se démarquer de la modération de l'ancienne génération et se distinguait volontiers par des propos révolutionnaires, d'inspiration marxiste ou terroriste russe. C'est le cas, par exemple, des hentchakistes (Ter Minassian, 1983 67), du moins les proches des fondateurs du parti : le couple Nazarbékian, qui venait d'installer le Centre hentchak à Londres. Mais là encore, il serait abusif de généraliser l'unité du parti. De plus, l'importance et les moyens prêtés aux hentchakistes semblent disproportionnés par rapport à l'état du parti à ce moment-là (Ter Minassian, 1997 138).

- 36 Qu'en était-il de cette méfiance envers les personnes identifiées comme des révolutionnaires arméniens pour les acteurs du secours *in loco* ? Que pensaient-ils des discours sur les tensions anglo-américaines dont une certaine presse nord-américaine jingoïste se régala ? Quels rapports entretenaient-ils avec les figures tutélaires du NARC et de l'ARF ?

« *Americans and English working in perfect harmony* » : les tensions entre l'ARF, le NARC et l'ARA vues par les acteurs britanniques et américains de l'humanitaire dans l'Empire ottoman

- 37 Bien sûr, les tensions entre les structures étudiées – notamment entre le National Armenian Relief Committee, l'Armenian Relief Fund et l'Armenian Relief Association – et la méfiance première des gouvernements britannique, américain et même ottoman envers ces structures proviennent d'une incertitude et de divergences quant à la manière de proposer un règlement définitif de la Question arménienne. Quand aucun accord contraignant le Sultan à appliquer l'article 61 du traité de Berlin ne put être adopté à la suite des propositions de réforme en 1895, l'impasse diplomatique devant laquelle se trouvait le Concert européen encouragea l'ARF et le NARC à s'interroger sur leur raison d'être, *a fortiori* quand une troisième vague de massacres survint en septembre 1896. Conscients de s'être enfermés dans une dynamique de secours humanitaire, donc réactive, l'ARF et le NARC durent imaginer des solutions alternatives à la simple collecte de dons – solutions qui devaient néanmoins préserver « l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Empire ottoman » au cœur des traités de Paris (1856) et de Berlin (1878), qui constituaient le cadre juridique dont l'ARF et le NARC ne voulaient pas s'affranchir. Ces réflexions intervenaient également à un moment où les fonds récoltés s'amenuisaient. Elles prenaient aussi en compte, plus que jamais peut-être, le positionnement des acteurs britanniques et américains du secours dans l'Empire ottoman.
- 38 En effet, au contraire de ce qu'annonçait à ses lecteurs aux États-Unis le *Missionary Herald* dans son numéro d'avril 1896 (« Editorial Paragraphs », 1896b), Peet n'était pas le président de ce comité américain stambouliote par lequel le NARC faisait transiter les fonds : il en était le vice-président aux côtés du directeur de la Chambre de commerce britannique dans l'Empire ottoman, James W. Whittall, et le nom officiel était d'ailleurs British Committee, bien qu'il associât des Britanniques levantins (y compris dans leur fonction officielle de consuls et vice-consuls), des Américains (en particulier les

missionnaires) et toute personnalité digne de confiance voulant œuvrer dans cette optique, dès sa création en juin 1895 (lettre de Currie du 2 juillet 1895, FO 78/4693, 55). En son sein, « Américains et Britanniques travaillaient en parfaite harmonie » (« Armenian Relief Circular Letter n° 2 », FARC Archives, Box T2/1). Sur place, à Constantinople, l'ampleur des massacres appelait au dépassement de ces tensions, qui perdaient en partie de leur sens une fois qu'elles étaient sorties de l'espace transatlantique. Du moins c'est le sens que l'ambassadeur britannique Philip Currie avait voulu donner au mouvement de secours international qu'il mit en place dès mai 1895, alors que la Commission d'enquête portée par le Royaume-Uni, la France et la Russie sur les massacres du Sassun se poursuivait. Pour former l'International Committee at Constantinople, dont la base était le British Committee, il s'appuya sur une tradition diplomatique de collaboration entre consuls britanniques et missionnaires américains dans l'Empire ottoman qui remontait au début du siècle, quand il n'y avait aucune représentation américaine sur place (avant 1831).

- 39 Tout d'abord sceptique – non sur la nécessité de mettre en place un tel mouvement comme l'affirme Michelle Tusan (2017 84), mais sur les modalités de sa réalisation –, Currie cherchait en réalité un moyen fiable de distribuer les dons (note à Salisbury, avril 1895, FO 78/4693, 2). Cela voulait dire, d'une part, concevoir sur place dans l'Empire ottoman un mouvement qui serait autorisé par le Sultan, accepté des victimes et qui ne serait pas dénoncé par les autres puissances européennes comme une forme d'impérialisme déguisé, et qui, d'autre part, ne serait pas contesté par les associations collectant les dons aux États-Unis et au Royaume-Uni, et recevrait l'approbation des gouvernements britannique et américain. L'hésitation première de Currie doit par ailleurs être resituée dans le périmètre habituel des fonctions d'un ambassadeur. En 1876, l'ambassadeur britannique à Constantinople, Elliott, était resté d'autant plus hermétique à la coordination de l'aide humanitaire britannique pour soulager les Bulgares chrétiens qu'il servait le gouvernement conservateur et turcophile de Disraeli. En revanche, contact fut pris entre l'Anglo-Armenian Committee et Sir Philip Currie dès sa prise de poste, en 1893. Révolté du non-respect de certains articles du traité de Berlin, dont l'article 61, Currie était enclin à apporter une aide logistique à l'ARF pour la distribution des fonds, en s'appuyant notamment sur les vice-consuls britanniques en Arménie ottomane (lettre à Salisbury, 27 juin 1895, FO 78/4792, 44). Il fallut que Salisbury le laissât assez faire, tout en le rappelant sévèrement à l'ordre plus tard, pour que Currie puisse exercer ce rôle actif à découvert : l'aide matérielle et la charité relevaient traditionnellement des fonctions consulaires et non ambassadoriales.
- 40 Par ailleurs, l'examen de la correspondance entre l'ambassade britannique à Constantinople et l'Amerikan Bord Heyeti (ABH), nom de la branche de l'ABCFM établie dans cette même capitale, confirme leur étroite collaboration. Ces échanges témoignent de la confiance toute particulière que les missionnaires américains dans la capitale plaçaient en Currie, ce qui révèle aussi en filigrane les tensions existantes avec le légat américain Terrell. H.O. Dwight, l'un des piliers de l'entreprise éditoriale de l'ABCFM dans la capitale, Bible House, et George Washburn eurent tôt fait de perdre patience devant un Terrell qui leur semblait trop proche du sultan Abdul Hamid II (archives ABH, ABA001701319 ; Gould 132). La défiance s'installa durablement lors des vœux de bonne année 1896. Terrell renouvelait sa promesse à Dwight de protéger l'ensemble des Américains sur le sol ottoman (archives ABH, ABA001701326), alors même qu'il n'avait cessé à l'automne 1895 de réitérer son impuissance en la matière, car l'Anatolie était hors de sa portée immédiate (archives ABH, ABA001701315). Outre le partage

d'information entre les stations missionnaires de l'ABCFM et l'ambassade britannique à Constantinople, on relève surtout des demandes de suivi et de protection formulées par Dwight, très souvent directement auprès de l'ambassadeur Currie lui-même, plutôt qu'auprès des secrétaires d'ambassade. Currie intervenait auprès de la Sublime Porte et du ministère de la Justice, pour éviter l'embrasement. Il suivait de près les dossiers de prisonniers qui lui étaient transmis (archives ABH, ABA001601291), en vue d'un procès équitable ou de leur remise en liberté lorsque l'ambassade avait réuni assez d'éléments à cette fin. C'est auprès de Currie également, plutôt que de Terrell, absent de Constantinople pour quelque temps en 1896, que les missionnaires américains protestèrent quand en avril de cette année-là, un *iradé* du Sultan annonça leur expulsion du pays : Currie comprenait que cela ralentirait la distribution du secours alors que les besoins augmentaient (« The Situation in Turkey », Harris Papers, DA21/1/1/26, 14).

- 41 Currie excella dans l'organisation ancillaire du secours international pour les Arméniens. Il en avait négocié les conditions avec les différents acteurs sur place dès juin 1895, c'est-à-dire bien avant la mise en place formelle de l'ARF et du NARC. En tant que préfigurateur d'une aide philanthropique tolérée par le Sultan à certaines conditions, il associa le Patriarche arménien de Constantinople qui devint l'un des membres de l'International Committee at Constantinople, à partir duquel les dons étaient distribués. Au-delà des recommandations fournies par le NARC et l'ARF sur l'utilisation des dons, Currie se forgea sa propre conception des besoins et de l'aide à apporter en fonction des situations locales qu'on lui rapportait. Cette position suprême l'incita à s'affranchir des rivalités anglo-américaines qui polluaient la sphère médiatique transatlantique et qu'il jugeait délétères.
- 42 Si l'heure était, sur place, à la collaboration anglo-américaine, on pourrait juger surprenant sa décision de rapidement se distancer de la Croix-Rouge américaine. Outre le fait que Barton avait insisté, y compris dans son accord avec le NARC, sur une neutralité et une impartialité complètes (Jones 2045/9967), et que l'équipe de la Croix-Rouge était dotée de fonds propres transmis par le NARC, il convient de rappeler que sa première expédition fut redirigée en direction de Marache et du Zeïtoun à la demande expresse de Currie. Il ne s'agissait donc pas d'une rupture complète. Les difficultés premières que Barton avait rencontrées à son arrivée sur le sol ottoman et la suspicion qui continuait de peser, du côté ottoman, sur un éventuel dessein impérialiste par le biais de la mission humanitaire de la Croix-Rouge encouragèrent Currie à prendre une décision radicale de concert avec quelques missionnaires américains et d'autres acteurs du secours britanniques et américains de confiance – décision dont il rendit compte bien *a posteriori* au Foreign Office. Ainsi, en mars 1896, quelques jours à peine après leur arrivée à Constantinople en vue de participer aux opérations de secours – et notamment de distribuer les dons récoltés au Royaume-Uni par le Friends' Armenian Relief Committee –, le couple britannique de quakers composé du bibliste James Rendel Harris et de son épouse, la ministre quaker Helen B. Harris eut avec Currie un échange où ce dernier parla ouvertement de l'émigration comme solution humanitaire pour les Arméniens ottomans (lettre de J.R. Harris du 3 juin 1896, FARC Archives, Box T2/1). Face à l'ampleur des massacres, à la crainte qu'ils ne recommencent, à l'incertitude pesant sur la distribution des dons (toujours soumise à autorisation) et à la difficulté pour les survivants arméniens de s'acquitter des impôts, cette solution, bien que rejetée alors par l'ARF, le NARC et l'ABCFM, semblait à Currie la meilleure pour protéger durablement les Arméniens. Il s'agissait d'en faire émigrer certains, à l'aide de sommes

récoltées discrètement dans ce but par des associations qui y seraient favorables. Quand Harris demanda à Currie quoi dire à l'ARF – sachant que l'ARF faisait tout pour se présenter comme « une caisse de secours tout entière dévouée à un but caritatif » strict (FO 78/4794, 72) – l'énergique ambassadeur prôna le silence et la distanciation (lettre de J.R. Harris du 3 juillet 1896, FARC Archives, Box T2/1). Pour exfiltrer des Arméniens par petits contingents sans attirer les soupçons des autorités ottomanes et sans causer les récriminations de la Croix-Rouge américaine, de l'ABCFM, de l'ARF ou du NARC, Currie proposait la prudence et la discrétion : les Harris devaient laisser les représentants de la Croix-Rouge américaine prodiguer l'aide en premier, puis à quelques jours de distance, visiter les stations missionnaires de l'ABCFM, distribuer ce dont les rescapés continuaient d'avoir besoin. À l'insu des autorités locales ottomanes, ils vérifiaient ensuite qui souhaitait émigrer et cherchaient comment mettre en place des passages sécurisés vers Chypre, le Royaume-Uni, les États-Unis ou le Canada. Le docteur Raynolds à Van, Corinna Shattuck à Ourfa, Miss Bush à Kharpout, le docteur Fuller à Aintab, M. Cole à Bitlis, entre autres, étaient autant d'interlocuteurs précieux dans les stations de l'ABCFM pour cette double mission (secours et émigration humanitaire).

- 43 Quand la Croix-Rouge arrêta de distribuer des dons en août 1896, alors que les missionnaires américains se trouvaient assignés à résidence par les autorités ottomanes et que l'ARF demandait aux Harris de poursuivre seuls les distributions de dons (Circular Letter n° 18, FARC, MS BOX T2), il n'était plus possible d'opérer à couvert. Quelques semaines plus tard, fin août 1896, la prise d'otages de la Banque ottomane entraîna un contrôle accru par les forces ottomanes des flux migratoires internes, mais aussi extérieurs à l'Empire, en vue d'arrêter les révolutionnaires, ce qui obligea Currie à une mise au point sur l'émigration comme solution humanitaire avec tous les acteurs *in loco*, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Cela était d'autant plus nécessaire que les autorités ottomanes soupçonnaient Currie et tous ceux qui s'associaient à ces exfiltrations de protéger les révolutionnaires arméniens. Il faut dire que le FARC, alors représenté par Helen B. Harris, s'apprêtait à faciliter le passage de réfugiés en Perse, grâce à l'entremise de William Howard depuis les environs de Van. Howard, correspondant américain à Van qui publia *Horrors of Armenia* pour le compte de l'Armenian Relief Association en 1896, était dans le viseur du NARC, de l'ABCFM aux États-Unis comme sur place et de l'ARF, pour sa collusion soupçonnée avec les révolutionnaires arméniens en Russie. Pour les membres du FARC sur le terrain, Howard n'était certes pas au-dessus de tout soupçon, mais au moins « il n'aurait pas l'infamie d'accepter, comme Barton l'avait fait, une décoration de la part du Sultan » et c'était cela qui comptait, en plus du fait qu'il incarnait une solution visiblement pérenne (Harris Papers, DA21/1/1/26, 59). Currie et les consuls britanniques étaient néanmoins très prudents dans leurs rapports avec d'éventuels révolutionnaires ou associés, car ils savaient que cela pourrait être instrumentalisé par les autorités ottomanes, induire des tensions avec une partie de la communauté arménienne et *in fine* causer des représailles à l'encontre de cette dernière. Ils risquaient eux-mêmes d'être inquiétés.
- 44 La troisième vague de massacres à partir de septembre 1896 confirma non seulement ces craintes, mais fit également apparaître un autre enjeu pour les aidants sur place : le devenir des orphelins. En 1895-1896, l'aide distribuée par les missionnaires de l'ABCFM avait laissé peu de temps pour le travail habituel d'évangélisation (rapport de Marsovan 1895, archives ABH, ABAASR000323). Alors que ceux qui avaient décidé de rester

s'étaient enhardis de la conviction selon laquelle, « qu'ils vivent ou qu'ils meurent, ils se glorifiaient en Dieu » (« Editorial Paragraphs », 1896a 94), il leur semblait désormais que les massacres représentaient une formidable occasion pour les États-Unis de faire des convertis et de futurs missionnaires (rapport du Central Turkey College, Harris Papers, DA21/1/1/26, 28), même là où, comme à Van, les missionnaires américains avaient par le passé combattu des résistances farouches au sein de la communauté grégorienne (« Quarter Century of Missionary Work at Van »). Grâce à la soixantaine d'orphelinats ouverts suite aux massacres et s'occupant d'au minimum 4 000 enfants, l'ABCFM espérait accomplir un dessein millénariste spécifiquement américain dont les orphelins, minutieusement sélectionnés (*sifted*), deviendraient les emblèmes (Maksudyan 2336/4841 ; « For Young People »). Face à cet impérialisme culturel informel qui semblait pouvoir se réaliser grâce aux orphelinats de l'ABCFM, des voix critiques s'élevèrent au sein de la communauté arménienne (Maksudyan 2499-2544/4841 ; Vartoogian 77), mais aussi parmi les missionnaires et les quakers impliqués dans la distribution du secours. Ainsi, alors que les orphelinats protestants, catholiques et arméniens se multipliaient en Arménie ottomane et à Constantinople, Corinna Shattuck, surnommée « l'héroïne d'Ourfa » pour son engagement philanthropique exceptionnel avant et après l'incendie criminel de la cathédrale où 3 000 Arméniens périrent (Harris et Harris 52, 69-70), mettait-elle en garde, en avril 1897, tous ceux qui s'étaient impliqués dans les opérations de secours, quelles que fussent leur nationalité ou leur religion : « Orphans are not ours to give ». Tentant de concilier mission et « bonne » pratique humanitaire, elle appelait à dépasser « les rivalités internationales dans les bonnes œuvres » et à agir de concert (International Association of the Friends of Armenia 3) pour un règlement durable et global de la Question arménienne. En cela, elle se rapprochait du souci exprimé par les Harris, mais aussi par Currie : une aide qui devait se faire dans le respect des victimes, de leur famille et surtout en association avec le Patriarcat de Constantinople.

- 45 Dans cette dynamique de collaboration entre acteurs de différentes nationalités, par-delà les rivalités de leurs États, l'International Committee at Constantinople préfigurait d'autres rapprochements. En effet, le coordinateur de cette structure, Philip Currie, encouragea l'internationalisation d'une réponse extra-diplomatique à la Question arménienne. Formée en décembre 1896 « afin de favoriser les échanges d'information et de se coordonner », l'International Association of the Friends of Armenia représente un pas indéniable, quoique méconnu, dans ce sens. Les Harris y jouaient d'ailleurs un rôle primordial (« Conference ») et le nouveau Patriarche de Constantinople leur en savait gré (lettre du 5 février 1898, Library of Friends, MS BOX G1/8). Lors de la première rencontre de l'association en mai 1897 à Londres, les organisateurs parvinrent à représenter les grands courants arménophiles du Royaume-Uni et d'Europe : parmi les présences remarquées, le père Charmetant et le docteur Johannes Lepsius, fondateur de la Deutsche Orient-Mission en 1895 et missionnaire allemand avec qui les Harris cherchèrent à collaborer *in loco*, ainsi que la figure de proue du mouvement arménophile suisse Léopold Favre et, pour la Belgique, le pasteur Kennedy Anet, alors secrétaire général de l'Église chrétienne missionnaire belge (« Friends of Armenia » ; « Personal »). Même si cette coopération ne fit pas taire toutes les récupérations patriotiques du secours occidental pour les Arméniens (Carlier 93-96), l'International Association of the Friends of Armenia fut une étape essentielle dans le rapprochement des réseaux arménophiles européens, qui évolua en une nouvelle

structure en 1904, l'International Eastern Question Association (IEQA). Qu'en pensaient l'ARF et le NARC ?

- 46 Alors que se mettait en place l'International Association of the Friends of Armenia, Greene annonça à Bryce la tenue d'un grand meeting à New York organisé par le NARC après les élections présidentielles américaines de novembre 1896. Se prévalant du soutien public de Gladstone pour cet élan philanthropique (grâce à une lettre reproduite en exergue de son ouvrage *Armenian massacres, or The Sword of Mohammed* ; Greene, 1896 np), Greene y voyait l'occasion de fédérer le mouvement philanthropique pour les Arméniens au niveau mondial (lettre du 27 octobre 1896, Bryce Papers, MSS Bryce 196). Destabilisé par la défaite électorale du Parti démocrate qui se trouvait fracturé entre le courant des *Gold Democrats* du président sortant, Grover Cleveland, et celui des partisans du bimétallisme qui avaient soutenu la candidature de William J. Bryan⁸, le NARC ne put atteindre cette ambition et demanda à Bryce de tenir le comité exécutif informé « de toute initiative ou toute tentative de coopération qui lui semblerait envisageable » (lettre du 8 décembre 1896, Bryce Papers, MSS Bryce 196). Néanmoins, continuant d'être animé par une mission humanitaire (lettre du 16 novembre 1896, Bryce Papers, MSS Bryce 196), le NARC se tint éloigné des manifestations publiques organisées par l'International Association of the Friends of Armenia – sans que cela empêchât certains membres ou missionnaires d'y participer à titre individuel. De plus, l'amenuisement du nombre d'acteurs pouvant distribuer le secours à compter de novembre 1896 (où prit fin la mission d'Helen B. Harris et où les missionnaires furent temporairement interdits de voyager), les sommes toujours plus considérables demandées dans les appels et les récits horrifiés qui saturaient l'espace médiatique étaient, selon Greene, délétères pour la collecte de dons. Ainsi, peu après la constitution de l'International Association of the Friends of Armenia, le NARC décida de changer son nom en National Armenia and India Relief Association suite à la campagne humanitaire organisée au Royaume-Uni pour répondre à la famine de 1897 en Inde.
- 47 Le manque de fonds se faisait également durement sentir au sein de l'ARF et Westminster souhaitait la dissoudre dès que possible – ce qui fut le cas fin 1898, d'un commun accord avec Currie. Westminster percevait désormais l'International Association of the Friends of Armenia comme une structure concurrente. En effet, cette dernière collectait des dons et se présentait même comme directement en lien avec les consuls britanniques en Asie mineure : c'est-à-dire sans passer par le Foreign Office et la sanction salisburyenne (« Clothing for Armenians »). De plus, Westminster prenait publiquement ses distances avec l'International Association of the Friends of Armenia qui, selon lui, avait toujours été un groupe de pression et non une caisse de secours (« Grosvenor-House Committee »). Il craignait aussi que cette ligne politique ne mît en danger les Arméniens ottomans. L'International Association of the Friends of Armenia, désormais rebaptisée Friends of Armenia – ce qui les rapprochait du groupe de pression américain United Friends of Armenia favorable à une solution « par la force si nécessaire » à la Question arménienne –, devait de plus en plus faire face à ce type d'accusations dans la sphère médiatique et politique britannique.
- 48 Dans ces conditions, l'ARF et le NARC durent repenser leur stratégie, toujours en axant sur une ligne philanthropique. Plutôt que de faire des appels aux dons réguliers, ce qui n'avait pas permis d'améliorer durablement le sort des Arméniens ottomans, d'autres solutions furent envisagées. Sur incitation de Philip Currie, Westminster consentit à ce que l'ARF distribuât de l'aide aux réfugiés arméniens arrivés en Bulgarie et en Crète,

grâce à un partenariat fructueux avec les agents gouvernementaux et diplomatiques du Foreign Office, auquel Salisbury consentit, mais qu'il n'encouragea pas. La National Armenia and India Relief Association lança, quant à elle, des souscriptions pour le financement d'orphelinats qui inculqueraient aux enfants la religion protestante. Une série d'opuscules, *The Helping Hand Series*, produite à partir de 1898 en coordination discrète avec certains membres de l'ancienne International Association of the Friends of Armenia, devait y subvenir, en s'appuyant très largement sur une stratégie photographique intitulée « The Morality of Sight » (Fehrenbach et Rodogno 2) qui donnait à voir un « avant » et un « après » la prise en charge des orphelins. En 1904, au moment de la création de l'IEQA, le NARC était toujours actif, conservant cette stratégie caritative dans le cadre d'un impérialisme culturel informel qui fut source d'inspiration pour le Near East Relief, mis en place au moment du génocide. Aussi, si le NARC refusait d'endosser certaines orientations politiques, il serait erroné de la percevoir comme une structure détachée de tout processus politique.

Conclusion

- 49 L'enquête minutieuse des dynamiques d'influences de l'ARF et du NARC dans différents espaces (britannique, américain, transatlantique ou triangulaire, si l'on ajoute l'espace ottoman) montre qu'en dépit d'un nombre limité de contacts, l'histoire de ces deux organisations est irrémédiablement liée. Cette étude met en lumière le rôle structurant et durable que joue la morale dans ces différents espaces, en lien avec la diplomatie internationale et les massacres hamidiens⁹. Si tous les acteurs anglo-américains discutés dans cet article, qu'ils soient étatiques ou non, tombèrent d'accord pour accepter la pertinence de cette notion, deux rappels s'imposent. Premièrement, en dépit d'un élan en faveur des Arméniens, les deux structures étaient fracturées par des facteurs endogènes (forme de l'action et lien avec les révolutionnaires arméniens) et exogènes (liés à la politique partisane et au contexte diplomatique). Deuxièmement, les gouvernements britannique et américain refusèrent d'envisager la morale comme un principe opératoire. Mais outre le blocage du Concert européen sur la Question arménienne, les élections de 1895 et 1896, au Royaume-Uni et aux États-Unis, firent de la morale en politique étrangère un sujet électoral saillant, si ce n'est décisif pour le Royaume-Uni.
- 50 Si, en dépit d'une mobilisation soutenue de l'opinion dans les deux pays face à l'horreur des massacres, les deux gouvernements conservèrent le cap traditionnel de la doctrine Monroe pour les États-Unis et de la diplomatie multilatérale du Concert européen pour le Royaume-Uni, la *vox populi* devait leur rappeler le poids de la morale *hic et nunc*, mais aussi dans les pages de l'histoire¹⁰. Galvanisé par cette conscience morale collective chrétienne au nom de l'humanité opprimée, le Républicain McKinley l'utilisa pour légitimer l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Espagne en 1898, afin d'éviter qu'« une autre Arménie » ne se créât dans l'espace américain, à Cuba (Wilson 43). Ce parallèle devait affermir un sentiment cocardier outre-Atlantique face à la faillite morale des diplomaties européennes – sentiment qui, dans le cas des massacres arméniens, allait se retourner contre l'ex-puissance coloniale britannique, mais qui permit surtout aux États-Unis d'assumer un leadership moral dans l'espace anglophone et au-delà : l'ABCFM était le vecteur d'un impérialisme protestant américain informel dans l'Empire ottoman¹¹. Cela fut évident en novembre 1896, lorsque le NARC, la

structure philanthropique née de l'ABCFM, envisagea de réunir à New York les acteurs du secours pour l'Arménie, en particulier ceux qui opéraient au Royaume-Uni. Si les échanges entre les partenaires anglo-américains non-étatiques furent rendus possibles en 1895-1896 à la fois par le souhait commun de régler la Question arménienne et par l'adhésion au moralisme chrétien préconisant la protection des « frères chrétiens », les finalités et les stratégies divergentes de chacun des acteurs du jeu diplomatique, qu'ils soient étatiques ou non, empêchèrent le règlement de cette question, d'autant qu'ils se heurtaient à l'immobilisme du Conseil européen, à la doctrine Monroe, à la réticence du Sultan et à l'affirmation de la puissance américaine.

- 51 Notre étude illustre également un autre moment de transition pour la pratique diplomatique, avant même l'avènement de la « nouvelle diplomatie » qu'on situe généralement au moment de la Première Guerre mondiale (D. Kévonian 17). Alors que nous semblons vivre depuis 2001 un tournant similaire, les études diplomatiques actuelles envisagent « la diplomatie de l'humanitaire » des organisations non-gouvernementales comme un des leviers de la « diplomatie d'influence », complémentaire de l'action étatique (Hocking *et al.* 5). Notre analyse de la nébuleuse caritative arménophile anglo-américaine de la fin du XIX^e siècle prouve que l'immixtion des acteurs de l'humanitaire dans la diplomatie n'est pas un phénomène contemporain. Elle souligne sa complexité en raison de la fluidité des positionnements, notamment selon les espaces – avec les caisses de secours se présentant comme strictement humanitaires (National Armenian Relief Committee), celles au statut plus ambigu de par leur proximité avec un groupe de pression (Armenian Relief Fund, Christian Herald Fund) ou leur mission double (International Association of Friends of Armenia), voire celles utilisant l'étiquette « humanitaire » comme une couverture pour des revendications politiques (Armenian Relief Association de Kiretchjian, United Friends). Notre étude met également en lumière le rôle de réseaux transnationaux (transatlantiques d'un côté, européens de l'autre) dans l'information et la mobilisation des opinions publiques nationales sur la responsabilité des gouvernements. Pris ensemble, les échanges (au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans l'espace transatlantique) entre les organisations humanitaires, les partenaires de la diplomatie traditionnelle (États britannique, américain et ottoman, d'une part ; ambassadeurs, d'autre part) et les porte-parole de la diaspora arménienne au Royaume-Uni et aux États-Unis font apparaître des dynamiques caractéristiques de la « diplomatie de l'humanitaire », qu'on présente généralement comme « ouverte » et marquée par « des relations internationales multilatérales » (D. Kévonian 17). Surgissant dans le cadre d'une diplomatie européenne bloquée et de gouvernements réticents à l'idée d'une intervention humanitaire, les mutations créées par ces nouveaux acteurs de l'humanitaire dans les relations internationales furent considérables. Elles constituent une étape cruciale vers le libéralisme international consacré par la création de la Société des Nations en 1919. À l'époque, elles furent pourtant jugées inquiétantes par les partisans du réalisme politique. Ils redoutaient que, sous le coup des acteurs de l'humanitaire (des non-professionnels de la diplomatie), le jeu diplomatique ne devienne incontrôlable. La crainte était d'autant plus forte qu'en intégrant des acteurs politiques des communautés secourues, certaines structures mixtes (à visée humanitaire, mais flirtant avec le groupe de pression) pouvaient être influencées par leurs propres campagnes et ainsi devenir subversives pour la diplomatie britannique. Le Premier ministre conservateur britannique en 1895-1896, Salisbury, adepte de la « vieille diplomatie » parfois dite « secrète », le comprenait bien. S'il ne fut jamais

insensible au sort des chrétiens d'Orient, Salisbury n'était pas dupe. Il assistait avec circonspection au brouillage des frontières entre diplomatie officielle et diplomatie parallèle, d'une part, et entre le politique et l'humanitaire, d'autre part. Cherchant à endiguer ce processus pour rétablir un cloisonnement étanche entre les différentes composantes du jeu diplomatique (Otte 396), Salisbury ne pouvait que désapprouver le soutien non plus logistique, mais politique de l'ambassadeur à Constantinople, Philip Currie, à l'International Association of the Friends of Armenia. Ce fut en vain.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Archives

Amerikan Bord Heyeti (ABCFM) Archives. SALT, Istanbul.

Bryce Papers. Bodleian Library, Oxford.

Chamberlain Papers. Cadbury Research Library, Birmingham.

Citizens' Permanent Relief Committee Records. Historical Society of Pennsylvania, Philadelphie, Collection 1421.

C.P. Scott Papers. John Rylands Library, Manchester.

Foreign Office Papers. National Archives, Kew, Londres (FO 78/4693 ; FO 78/4792 ; FO 78/4794 ; FO 78/4982 ; FO 195/1915 ; FO 195/1930 ; FO 195/1947 ; FO 366/760).

Friends Armenian Relief Committee Archives. Library of the Society of Friends, Londres, MS BOX T2.

James Rendel Harris and Helen B. Harris Papers. Cadbury Research Library, Birmingham.

Sources publiées : ouvrages, journaux et autres périodiques

« All Round the Horizon ». *New York Evangelist*, vol. 67, n° 26, New York, 25 juin 1896, p. 67.

« All Round the Horizon ». *New York Evangelist*, vol. 67, n° 40, New York, 1^{er} octobre 1896, p. 3.

« America's Response to Armenia's Bitter Cry ». *The Independent*, vol. 48, n° 2486, New York, 23 juillet 1896, p. 11.

AMERICAN RED CROSS. *Report: America's Relief Expedition to Asia Minor under the Red Cross*. Washington, 1896.

« Anglo-Armenian Association (The) ». *The Daily News*, Londres, 18 décembre 1894, p. 4.

« Armenian Outbreaks (The) ». *The Herald*, Los Angeles, 31 décembre 1895, p. 2.

« Armenian Refugees ». *The North-Platte Semi-Weekly Tribune*, North-Platte (Nebraska), 23 octobre 1896, p. 2.

ARMENIAN RELIEF ASSOCIATION. *Bulletin*, n° 1, New York, octobre 1895.

« Armenian Relief Fund (The) ». *The Daily News*, Londres, 17 juin 1895, p. 5.

« Armenian Relief Fund ». *The Daily News*, Londres, 23 novembre 1895, p. 5.

« Armenian Relief Fund ». *The Daily News*, Londres, 13 décembre 1895, p. 3.

BRUNSWIK, Benoît. *Le Traité de Berlin, annoté et commenté*. Paris : Plon, 1878.

BRYCE, James. *Transcaucasia and Ararat: Being Notes of a Vacation Tour in the Autumn of 1876*. 1877. Londres : Macmillan, 1896.

CARLIER, Emilie. *Au milieu des massacres : Journal de la femme d'un consul de France en Arménie*. Paris : F. Juven, 1903.

« Clothing for Armenians ». *Rhyl Record and Advertiser*, Rhyl (Pays de Galles), 1^{er} mai 1897, p. 6.

« Conference (A) ». *The Glasgow Herald*, Glasgow, 2 avril 1897, p. 7.

« Editorial Paragraphs ». *The Missionary Herald, containing the Proceedings of the American Board of Commissioners for Foreign Missions, with a view of Other Benevolent Operations, for the Year 1896*. Boston (Illinois), mars 1896, p. 94.

« Editorial Paragraphs ». *The Missionary Herald*, Boston (Illinois), avril 1896, p. 134.

« For Young People: Orphans in Turkey ». *The Missionary Herald*, Boston (Illinois), mai 1898, p. 204-205.

« Forwarded \$10,000 for Relief ». *Greencastle Banner and Times*, Greencastle (Indiana), 20 mars 1896, p. 3.

« Friends of Armenia ». *The Daily News*, Londres, 20 mai 1897, p. 7.

GREENE, Frederick D. *The Armenian Crisis in Turkey: The Massacre of 1894, its Antecedents and Significance*. New York : Putnam Green and Sons, 1895.

GREENE, Frederick D. *Armenian Massacres, or The Sword of Mohammed*. Philadelphie : International Publishing, 1896.

GREENE, Frederick D. *The Wards of Christendom*. New York : National Armenian Relief Committee, 1897.

« Grosvenor-House Committee and Armenian Relief Work (The) ». *The Times*, Londres, 3 octobre 1898, p. 6.

HARRIS, James R., et Helen B. HARRIS. *Letters from Armenia*. Londres : James Nisbet, 1897.

HOWARD, William W. *Horrors of Armenia: The Story of an Eye-Witness*. New York : Armenian Relief Association, 1896.

« In Retiring from the Treasureship of the Armenian... ». *The Independent*, vol. 49, n° 2512, New York, 21 janvier 1897, p. 12.

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF THE FRIENDS OF ARMENIA. « International Rivalries in Good Deeds ». *Occasional Paper*, n° 3, 28 avril 1897.

« Islam or the Sword ». *The San Francisco Call*, San Francisco, 4 décembre 1895, p. 3.

« Letter to the Editor: The Armenians and the Porte ». *The Times*, Londres, 30 novembre 1894, p. 7.

- « Martyr Nation (The) ». *Edgefield Advertiser*, Edgefield (Caroline du Sud), 6 mars 1895, p. 1.
- « Mr Gladstone and the Relief of Armenians ». *The Scotsman*, Édimbourg, 13 mars 1896, p. 5.
- « Mr Gladstone on the Armenian Question ». *Manchester Evening News*, Manchester, 6 août 1895, p. 3.
- « National WCTU Convention ». *The St Johnsbury Caledonian*, St Johnsbury (Vermont), 30 octobre 1896, p. 6.
- « Needs of Armenians ». *The New York Times*, New York, 8 février 1896, p. 16.
- « Notes ». *The Watchman*, vol. 77, n° 29, Boston (Massachusetts), 16 juillet 1896, p. 8.
- PARMELEE, Moses P. *Home and Work by the Rivers of Eden*. New York : Bible House, 1888.
- PEPPER, Charles M. *Life-Work of Louis Klopsch: Romance of a Modern Knight of Mercy*. New York : Christian Herald, 1910.
- « Personal ». *The Illustrated London News*, Londres, 29 mai 1897, p. 7.
- « Quarter Century of Missionary Work at Van (A) ». *The Missionary Herald*, Boston (Illinois), mars 1898, p. 95-98.
- RUSSELL, George W.E., éd. *Malcolm MacColl: Memoirs and Correspondence*. Londres : Smith, Elder and Co., 1914.
- SCRUGGS, William L. *British Aggressions in Venezuela; Or, The Monroe Doctrine on Trial*. Atlanta : Franklin Printing and Publishing, 1895.
- STEELE, Edward S. *Armenia Immolata*. Washington : The Author, 1896.
- STRONG, Elnathan E. *In Lands Afar: A Second Series of Mission Stories of Many Lands: A Book for Young People*. Boston (Massachusetts) : American Board of Commissioners for Foreign Missions, 1897.
- « Threatened by Famine ». *The New York Times*, New York, 8 août 1895, p. 9.
- « To Relieve the Armenians ». *Congregationalist*, vol. 80, n° 52, Boston (Massachusetts), 26 décembre 1895, p. 1057.
- VARTOOGUIAN, Armayis P. *Armenia's Ordeal: A Sketch of the Main Features of the History of Armenia, an Inside Account of the Work of American Missionaries among Armenians and its Ruinous Effect; and a General Review of the Armenian Question*. New York, 1896.
- WHEELER, Everett P. *The Rights of American Citizens in Turkey*. New York : G.P. Putnam's Sons, 1896.
- « Women's Armenian Relief Fund ». *Liverpool Mercury*, Liverpool, 29 juin 1897, p. 5.

Sources secondaires

- ADJEMIAN, Boris, et Mikael NICHANIAN, dir. « The Massacres of the Hamidian Period (I): Global Narratives and Local Approaches ». *Études Arméniennes Contemporaines*, n° 10, 2018. journals.openedition.org/eac/1300.
Page consultée le 20 septembre 2019.
- Armenian Genocide (The): Facts and Documents*. New York : St. Vartan Press, 1985.
- ATTINA, Fulvio, dir. *The Politics and Policies of Relief, Aid and Reconstruction: Contrasting Approaches to Disasters and Emergencies*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2012.

- BARNETT, Michael. *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*. Ithaca : Cornell University Press, 2011.
- BOZARSLAN, Hamit, Vincent DUCLERC et Raymond KEVORKIAN. *Comprendre le génocide des Arméniens : 1915 à nos jours*. Édition Kindle. Paris : Tallandier, 2015.
- CURTI, Merle. *American Philanthropy Abroad*. New Brunswick : Rutgers University Press, 1963.
- DERINGIL, Selim. « “The Armenian Question Is Finally Closed”: Mass Conversions of Armenians in Anatolia during the Hamidian Massacres of 1895-1897 ». *Comparative Studies in History*, vol. 51, n° 2, 2009, p. 344-371.
- DERINGIL, Selim. *Conversion and Apostasy in the Late Ottoman Empire*. Cambridge : Cambridge University Press, 2012.
- FEHRENBACH, Heide, et Davide RODOGNO. « Introduction: The Moral Sight ». *Humanitarian Photography: A History*. Dir. Heide Fehrenbach et Davide Rodogno. Cambridge : Cambridge University Press, 2015, p. 1-22.
- « Friends Armenian Relief Committee ». *Library of the Society of Friends Catalogue*. quaker.adlibhosting.com/Details/archive/110006983.
Page consultée le 19 décembre 2019.
- GILL, Rebecca. *Calculating Compassion: Humanity and Relief in War, Britain 1870-1914*. Manchester : Manchester University Press, 2013.
- GOULD, Lewis L. *Alexander Watkins Terrell: Civil War Soldier, Texas Lawmaker, American Diplomat*. Austin : University of Texas Press, 2010.
- GRABILL, Joseph L. *Protestant Diplomacy and the Near East: Missionary Influence on American Policy, 1810-1927*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1971.
- GÜMÜS, Hami Inan. *American Missionaries in the Ottoman Empire: A Conceptual Metaphor Analysis of Missionary Narrative, 1820-1898*. Bielefeld : Transcript Verlag, 2017.
- HANDY, Robert T. *Undermined Establishment: Church-State Relations in America, 1880-1920*. 1991. Princeton : Princeton University Press, 2014.
- HOCKING, Brian, Jan MELISSEN, Shaun RIORDAN et Paul SHARP. *Futures for Diplomacy: Integrative Diplomacy in the 21st Century*. Clingenhaed, Netherlands Institute of International Relations. 17 octobre 2012.
www.clingendael.org/publication/futures-diplomacy-integrative-diplomacy-21st-century#.
Page consultée le 7 décembre 2019.
- HOLSTI, Ole R. *Public Opinion and American Foreign Policy*. 2004. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2007.
- HOVANNISIAN, Richard. « Le génocide des Arméniens : radicalisation en temps de guerre ou continuum prémédité ? » *Du génocide des Arméniens à la Shoah : Typologie des massacres du xx^e siècle*. Dir. Gérard Dédéyan et Carol Iancu. Toulouse : Privat, 2015, p. 209-226.
- JONES, Marion M. *The American Red Cross, from Clara Barton to the New Deal*. Édition Kindle. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2013.
- KÉVONIAN, Arménouhie. *Les Noces noires de Gulizar*. 1993. Paris : Parenthèses, 2005.
- KÉVONIAN, Dzovinar. *Réfugiés et diplomatie humanitaire : Les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres*. Paris : Publications de la Sorbonne, 2004.

- KIESER, Hans-Lukas. « The Destruction of Ottoman Armenians: A Narrative of the History of General Violence ». *Studies in Ethnicity and Nationalism*, vol. 14, n° 3, 2014, p. 500-515.
- KLEIN, Janet. *The Margins of Empire: Kurdish Militias in the Ottoman Tribal Zone*. Stanford : Stanford University Press, 2011.
- LADERMAN, Charlie. *Sharing the Burden: The Armenian Question, Humanitarian Intervention, and Anglo-American Visions of Global Order*. New York : Oxford University Press, 2019.
- LEMERCIER, Claire. « Réseaux et groupes d'influence – bilan historiographique ». HAL-SHS, 23 décembre 2010.
halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/549985/filename/HPR_Lemercier.pdf.
 Page consultée le 7 décembre 2019.
- MAKSUDYAN, Nazan. *Orphans and Destitute Children in the Late Ottoman Empire*. Édition Kindle. Syracuse : Syracuse University Press, 2014.
- MIGLIO, Sarah. « America's Sacred Duty: Near East Relief and the Armenian Crisis, 1915-1930 ». Communication à Gordon College (Barnesville), octobre 2008.
www.rockarch.org/publications/resrep/miglio.pdf.
 Page consultée le 9 novembre 2018.
- MIRAK, Robert. *Torn Between Two Lands: Armenians in America, 1890 to World War I*. Cambridge, MA : Harvard University Press, 1983.
- NALBANDIAN, Louise. *The Armenian Revolutionary Movement: The Development of Armenian Political Parties through the Nineteenth Century*. Berkeley : University of California Press, 1963.
- OMARAN, Burak. *Détrôner le Sultan. Deux conjurations à l'époque des réformes ottomanes : Kuleli (1859) et Meslek (1869)*. Louvain : Peeters, 2013.
- OTTE, Thomas G. *The Foreign Office Mind: The Making of British Foreign Policy, 1865-1914*. Cambridge : Cambridge University Press, 2011.
- ÖZBEK, Pinar. « Missionaries and Near East Relief Society in the US: Foreign Policy towards the Armenian Question, 1915-1923 ». Mémoire de Master, Middle East Technical University, 2009.
- PRÉVOST, Stéphanie. « Les "abominations ottomanes" dans le discours libéral féminin au Royaume-Uni, (1875-1896) : de la dénonciation au militantisme féministe ». *Genre et Histoire*, n° 14, 2014.
journals.openedition.org/genrehistoire/1977.
 Page consultée le 6 octobre 2018.
- PRÉVOST, Stéphanie. « Humanitarian Accountability: Anglo-American Relief during the Hamidian Massacres (1894-1898) ». *Aid to Armenia*. Dir. Francesca Piana et Joan Laycock. Manchester : Manchester University Press, 2020 (à paraître).
- PRÉVOST, Stéphanie. « L'opinion publique britannique et la question arménienne (1889-1896) : Quelles archives pour quel récit ? ». *Études arméniennes contemporaines*, n° 8, 2016, p. 51-90.
journals.openedition.org/eac/1170.
 Page consultée le 20 septembre 2019.
- PRÉVOST, Stéphanie. « La Question d'Orient dans la culture politique britannique : réceptions et influence (1875-1898) ». Thèse de doctorat, Université de Tours, 2010.
- RÉGNIER, Philippe. « The Emerging Concept of Humanitarian Diplomacy: Identification of a Community of Practice and Prospects for International Recognition ». *International Review of the Red Cross*, vol. 93, n° 884, 2011, p. 1211-1237.

- RODDY, Sarah, Julie-Marie STRANGE et Bertrand TAITHE. « The Charity-Mongers of Modern Babylon: Bureaucracy, Scandal, and the Transformation of the Philanthropic Marketplace, c. 1870-1914 ». *Journal of British Studies*, vol. 54, n° 1, 2015, p. 118-135.
- RODOGNO, Davide. *Against Massacre: Humanitarian Interventions in the Ottoman Empire, 1815-1914*. Princeton : Princeton University Press, 2012.
- RYFMAN, Philippe. *Une Histoire de l'humanitaire*. Paris : La Découverte, 2008.
- SHANNON, Richard T. *Gladstone and the Bulgarian Agitation 1876*. Londres : Thomas Nelson and Sons, 1963.
- SUMMERS, Anne. « British Women and Cultures of Internationalism, c. 1815-1914 ». *Structures and Transformations of British History*. Dir. David Feldman et Jon Lawrence. Cambridge : Cambridge University Press, 2011, p. 187-209.
- SUNY, Ronald G., dir. « The Sassoun Massacre: A Hundred Year Perspective ». *The Armenian Review*, vol. 47, n° 1-2, 2001.
- TARROW, Sidney. *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*. 1994. Cambridge : Cambridge University Press, 2011.
- TER MINASSIAN, Anahide. *Histoires croisées : Diaspora, Arménie, Transcaucasie, 1890-1990*. Roquevaire : Parenthèses, 1997.
- TER MINASSIAN, Anahide. *La Question arménienne*. Roquevaire : Parenthèses, 1983.
- TERNON, Yves. *L'État criminel : Les génocides au xx^e siècle*. Édition Kindle. Paris : Seuil, 1995.
- TILLY, Charles. *From Mobilization to Revolution*. New York : Random House, 1978.
- TUSAN, Michelle. *The British Empire and the Armenian Genocide: Humanitarianism and Imperial Politics from Gladstone to Churchill*. Londres : I.B. Tauris, 2017.
- TUSAN, Michelle. « Humanitarian Journalism: The Career of Lady Henry Somerset ». *Women in Journalism at the Fin de Siècle: Making A Name for Herself*. Dir. Elizabeth Gray. Basingstoke : Palgrave, 2012, p. 91-109.
- TUSAN, Michelle. *Smyrna's Ashes: Humanitarianism, Genocide, and the Birth of the Middle East*. Berkeley : University of California Press, 2012.
- TYRRELL, Ian. *Reforming the World: The Creation of America's Moral Empire*. 1991. Princeton : Princeton University Press, 2010.
- ÜMIT, Devrim. « The American Protestant Missionary Network in Ottoman Turkey, 1876-1914 ». *International Journal of Humanities and Social Science*, vol. 4/6, n° 1, 2014, p. 16-51.
- VERHEJ, Jelle. « "The Year of the Firman": The 1895 Massacres in Hizan and şirvan (Bitlis Vilayet) ». *Études Arméniennes Contemporaines*, n° 10, 2018.
journals.openedition.org/eac/1495.
Page consultée le 20 septembre 2019.
- WARE, Louise. *George Foster Peabody: Banker, Philanthropist, Publicist*. 1951. Athens : University of Georgia Press, 2009.
- WILSON, Ann Marie. « In the Name of God, Civilization, and Humanity: The United States and the Armenian Massacres of the 1890s ». *Le Mouvement Social*, vol. 2, n° 227, 2009, p. 27-44.

ANNEXES

Figure 1 : « L'empire ottoman à l'époque des massacres hamidiens »



© Eric Van Lawe.

NOTES

1. Je tiens à remercier Boris Adjemian de m'avoir guidée, une fois de plus, dans les collections de la bibliothèque Nubar et d'avoir permis la rencontre avec Anahide Ter Minassian, dont le retour sur une version antérieure de ce texte fut précieux. Jan Goldberg, ancien responsable *Proquest* pour l'Europe, a courtoisement mis en place un essai gratuit de la base de données *American Periodicals* (à la bibliothèque des Grands Moulins de l'université Paris-Diderot) pour permettre la réalisation de cet article. L'aide des archivistes et bibliothécaires de la John Rylands Library à Manchester (C.P. Scott Papers), de la Cadbury Library à Birmingham (Chamberlain Papers et James Rendel Harris Papers) et de la Library of Friends à Londres (Friends' Armenian Relief Committee) a été fondamentale. La disponibilité, l'érudition et la générosité de Lorans Tanatar Baruh, responsable des archives à SALT (Amerikan Bord Heyeti, Istanbul), méritent d'être mentionnées, tout comme l'aide et l'accueil généreux du père Jirayr Tashjian et de Jean-Pierre Hatchikian, tous deux en charge de la Bibliothèque de l'Église apostolique arménienne (Paris). Eric Van Lauwe, ancien ingénieur IGN, chef du pôle géographique à la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères, m'a gentiment autorisée à reproduire la carte en annexe. Enfin, je voudrais adresser mes remerciements les plus vifs aux deux relecteurs anonymes pour leurs remarques et suggestions avisées, au rédacteur en chef pour sa patience, ainsi qu'à Claire Charlot et à Françoise Coste pour cette idée de numéro thématique croisant politique et perspectives comparatistes transatlantiques.

2. *Romeo and Juliet*, acte II, scène II : « What's in a name? That which we call a rose / By any other word would smell as sweet ».

3. Une carte de l'Arménie ottomane est donnée en annexe, avec les régions (*vilayets*) affectées par les massacres de 1894-1896.
4. Sur les stratégies des partis arméniens, leurs tournants et leurs scissions, voir : Ter Minassian, 1983 120-133 ; Nalbandian 175-176.
5. Pour l'étude des articles consacrés au NARC, le corpus provient de trois bases: *American Periodicals* (Proquest), *Chronicling America* (National Digital Newspaper Programme) et le *New York Times Digital Archive*. Pour l'étude de l'ARF, les bases *British Periodicals*, *19th Century British Library Newspapers*, *British Newspaper Archives*, *The Manchester Guardian* (Manchester), *The Spectator* (Londres) et *Welsh Newspapers Online* ont été consultées. J'ai également consulté le *Congressional Record* (débat au Congrès américain) des années 1894 à 1897 et le *Hansard* (débat au Parlement britannique) des années 1876 à 1897.
6. La structure à l'origine du NARC fut créée à New York au mois d'août 1895, avec pour membres du comité exécutif originel : madame Robert Abbe, le professeur N. Murray Butler, Morris K. Jesup, Jacob H. Schiff, Spencer Trask, madame Henry Willard, Everett P. Wheeler et Arthur A. Ayvazian. Voir : « Threatened by Famine ».
7. En dépit de cette rhétorique, sur place, et notamment sous la vigilance des consuls britanniques, comme à Ourfa où Fitzmaurice était en poste, l'aide était distribuée à tous, sans distinction de religion et sans contrepartie (conversion), dans la limite de ce qui était disponible. Voir FO 195/1930, lettre de Fitzmaurice du 5 mars 1896, 149-151.
8. L'ouvrage de Louise Ware sur le philanthrope George F. Peabody, trésorier adjoint du NARC, Spencer Trask, permet de retracer le positionnement de la plupart des membres du comité exécutif dans cette lutte.
9. Pour une approche culturelle de l'histoire diplomatique en lien avec la morale, voir : Meltz et Dasque 3-16.
10. Sur le poids de l'histoire et le procès de la diplomatie par l'opinion publique et les intellectuels au moment des massacres hamidiens, voir pour la France : Duclert et Pécourt 333-340 ; pour le Royaume-Uni : Prévost, 2010 477.
11. Je remercie l'un•e des deux évaluateur•rices d'avoir mentionné à ce propos le mémoire de Pinar Özbek, qui porte sur la période suivante et met l'accent sur les interactions entre politique et religion aux États-Unis et sur l'influence de ces interactions dans la politique américaine au Moyen-Orient avant et après la Première Guerre mondiale.

RÉSUMÉS

Cet article revient sur les deux principales caisses de secours créées aux États-Unis (National Armenian Relief Committee, NARC) et au Royaume-Uni (Armenian Relief Fund, ARF) pour venir en aide aux Arméniens ottomans lors des massacres hamidiens (1894-1896). Il en propose une histoire croisée qui interroge leurs liens respectifs en prenant en compte les espaces et processus de politisation de l'humanitaire dans une dynamique à la fois transatlantique et transnationale. Il démontre que la qualité de leurs relations est fonction des espaces considérés (antagonisme de façade dans l'espace transatlantique, y compris médiatique, mais coopération dans l'espace ottoman), des phases de la crise (qui façonnent leurs rapports aux autres interlocuteurs), ainsi que du contexte de tension diplomatique entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Il révèle en outre que la coopération, dans l'Empire ottoman, entre les agents de secours accrédités par le NARC et l'ARF fut facilitée par la médiation active de l'ambassadeur britannique à

Constantinople, Sir Philip Currie, dont le rôle de coordination de ce mouvement de secours international / transnational mérite d'être resitué dans l'histoire de la diplomatie humanitaire naissante. Et ce, en amont même de la Première Guerre mondiale.

This article proposes an entangled history of the two main relief funds operating in the United States (the National Armenian Relief Committee, NARC) and Britain (the Armenian Relief Fund, ARF) on behalf of Ottoman Armenians in the context of the 1894-1896 Hamidian Massacres. With the additional input of transnational studies, it posits dissymmetric relations between the ARF and the NARC depending on space (transatlantic / national v. Ottoman / transnational) and time (political time in both the United States and Britain, and stages of the Armenian question). The study also investigates how Anglo-American cooperation between *in loco* actors distributing relief on behalf of the NARC and the ARF (especially American missionaries, British private agents and consuls) could best develop on the margins of British and American metropolitan spaces; but it also insists that it required a facilitator: here, British ambassador at Constantinople Sir Philip Currie. The article finally contends that Currie's coordination of the transnational / international relief movement does not only shed light on the Anglo-American collaboration, but more broadly interrogates the widespread understanding that the genesis of humanitarian diplomacy was primordially a consequence of World War One.

INDEX

Keywords : United Kingdom, Ottoman Empire, humanitarian diplomacy, Armenian diaspora, Armenian Relief Fund, National Armenian Relief Committee, Liberal internationalism, entangled history, transnational turn

Mots-clés : Royaume-Uni, Empire ottoman, diplomatie de l'humanitaire, diaspora arménienne, Caisse de secours pour les Arméniens, Caisse nationale de secours pour l'Arménie, internationalisme libéral, histoire croisée, perspectives transnationales

AUTEUR

STÉPHANIE PRÉVOST

Université de Paris, LARCA (UMR 8225)